

Juin 2021

## Points de repère cognitifs sur l'affirmation de la puissance turque

---



---

**CCPR** : Pacte international relatif aux droits civils et politiques  
**CEDH** : Cour Européenne des Droits de l'Homme  
**CESCR** : Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels  
**CIJ** : Cour internationale de justice  
**CPI** : Cour pénale internationale  
**CRC** : Convention relative aux droits de l'enfant  
**IHD** : l'Association turque pour la défense des droits humains  
**FMI** : Fonds Monétaire International  
**OCDE** : Organisation de coopération et de développement économiques  
**OIT** : organisation internationale du travail  
**OMC** : Organisation mondiale du commerce  
**ONU** : Organisation des Nations Unies  
**OSCE** : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe  
**OTAN** : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord  
**RCTN** : République turque de Chypre du Nord  
**UE** : Union européenne

---

# Sommaire

<b>GLOSSAIRE</b> .....	0
<b>SOMMAIRE</b> .....	2
<b>EXECUTIVE SUMMARY</b> .....	4
<b>INTRODUCTION</b> .....	6
<b>PARTIE 1 : Un appétit géopolitique à la hauteur des ambitions néo ottomanes d’Erdoğan</b> .....	8
I) La stratégie expansionniste d’Erdoğan .....	9
A) Une position géographique cruciale au croisement du monde oriental et occidental.....	9
B) Une poudrière moyen-orientale propice aux interventions militaires turques.....	12
II) Les enjeux géopolitiques de la migration.....	13
A) Une Union Européenne paralysée par les menaces turques .....	13
B) La menace de la diaspora turque .....	15
III) Un régime politique menaçant les droits de l’homme.....	17
A) Une violation régulière des droits de l’homme.....	17
B) Un État de droit renforcé par le nouveau plan d’action turc au détriment des droits de l’homme .....	18
<b>PARTIE 2 : le fait politique turc : entre affirmation de puissance internationale et oppositions internes</b> .....	20
I) Erdoğan : père fondateur de la Turquie moderne .....	20
A) L’AKP, entre influence et puissance .....	20
B) Place de l’islam dans la politique intérieure d’Erdoğan : le phénomène religieux au cœur de sa volonté d’hégémonie .....	21
II) Une opposition revigorée dans une société en mutation.....	23
A) Tensions qui fragilisent le pouvoir en place .....	23
B) Vers une dérive autoritaire ?.....	24
III) La menace turque traduite par la politique étrangère de la Turquie .....	26
A) Le revirement de la stratégie de politique étrangère : d’une politique centrée sur l’occident à une politique néo-ottomanisme.....	26
B) Une politique étrangère contradictoire .....	28
<b>PARTIE 3 : La menace turque à travers le prisme diplomatique</b> .....	32
I) Renouvellement et pluridimensionnalité de la diplomatie turque.....	32
A) Caractérisation de la diplomatie turque .....	33
B) Objectifs de la diplomatie turque.....	35

---

II) Les crises diplomatiques entre la Turquie et le reste du monde .....	36
A) « Sofagate » : comment une affaire de chaise manquante a créé une crise diplomatique entre l'UE et la Turquie .....	37
B) Italie-Turquie : une crise diplomatique « à cause d'une chaise » .....	38
C) L'accord sur les migrants entre l'Europe et la Turquie. Pourquoi Erdogan a-t-il changé de stratégie vis-à-vis de l'UE ? .....	39
D) Les provocations d'Erdogan en vers la France : un projet politique .....	40
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>42</b>

---

## EXECUTIVE SUMMARY

Alors qu'il y a quelques années il était encore question de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, il est désormais impensable que le pays rejoigne l'organisation. À la tête de l'État depuis une vingtaine d'années, Erdogan s'impose désormais comme l'homme fort du pays. Il désire redonner à la Turquie la puissance et l'influence dont elle disposait à la chute de l'Empire ottoman. Pour ce faire, il n'a de cesse d'utiliser les leviers politiques, géopolitiques et diplomatiques.

La politique interne turque se centralise autour d'Erdogan et de son parti de l'AKP. La stratégie électorale repose sur vaincre ceux qui sont en désaccord avec la vision conservatrice de l'AKP afin de consolider le pouvoir du président. Erdogan est désireux d'un retour de la Turquie au temps de sa splendeur. Il inspire de nouveaux changements et cherche à s'imposer en leader du monde musulman. Cependant, cette centralisation du pouvoir est de plus en plus confrontée à une opposition au sein de la population. L'échec du coup d'État de 2016 a permis d'accentuer la division politique de la Turquie. Face à ces contestations, on assiste à une rigidification du système politique turque. De nombreux exemples démontrent une dérive autoritaire progressive de la part du Président.

La Turquie a également exercé un revirement de la stratégie de politique étrangère. D'abord centré sur l'occident, le pays a cherché à nouer des liens avec les États-Unis et l'Union européenne dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre froide, la Turquie a diversifié ses relations et a centré sa politique étrangère davantage sur une politique régionale. Avec l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, la Turquie a connu une nouvelle inflexion. Après avoir pris conscience qu'elle ne pourrait pas intégrer l'Union européenne en raison de positions profondément différentes et du critère politique pour l'adhésion non respectée, elle s'est isolée et agit seule, tentant de se rapprocher du monde musulman et des anciens territoires ayant appartenu à l'Empire ottoman. Cette nouvelle politique étrangère est appelée le néo-ottomanisme.

Erdogan affirme la souveraineté de la Turquie en s'impliquant dans les conflits militaires et en utilisant certaines de ses armes politiques, notamment la migration. Celle-ci constitue une véritable problématique, voire une peur pour l'Union européenne, c'est pourquoi les États membres ne semblent plus autant s'imposer à la Turquie depuis 2016. Et pour cause : Erdogan utilise chaque opportunité politique pour affirmer son pouvoir au niveau international. Le président turc a montré qu'il n'a pas peur de provoquer ces alliés qui devraient en principe être plus puissants que la Turquie (l'Europe, la Russie les États-Unis).

Assurément lancé vers une politique d'expansion sur la scène internationale, Erdogan n'hésite plus à s'allier avec les rivaux géopolitiques de l'OTAN comme Moscou allant jusqu'à acheter des systèmes de défense S400. Son objectif reste avant tout de servir ses propres intérêts

---

nationaux au mépris des intérêts communs de ses alliés. Il signifie ainsi le retour de la Turquie qui agit de manière indépendante.

Bien que la Turquie démontre une certaine volonté de respect du droit international et des droits de l'homme, on s'aperçoit de nombreux manquements à l'adhésion de certaines organisations dans le domaine du respect du droit international humain. Les choix politiques d'implications au sein de certains conflits démontrent d'autant plus le profond irrespect envers les droits de l'homme et la démocratie et accentuent davantage le désaccord entre la Turquie et l'Union européenne.

La Turquie semble user de tous les moyens pour retrouver sa puissance et son aura passé. Utilisant les leviers diplomatiques, politiques, humanitaires ou culturels, le pays réaffirme son identité sur la scène internationale, définit le périmètre de son influence et renforce ses liens commerciaux. Si les coups de force d'Erdogan sur la scène internationale s'intensifient, l'homme politique reste fragilisé en interne. L'opposition ne cesse de prendre de l'importance : aux dernières élections municipales, le parti d'Erdogan a en effet perdu 10 des 15 plus grandes villes du pays. Sous couvert de principes démocratiques, la dérive autoritaire à laquelle on assiste en Turquie depuis quelques années semble poser les bases d'une future dictature.

---

# Introduction

"*Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats*".<sup>1</sup> Cette reprise des propos d'un théoricien du nationalisme turc Zia Gokalp (1876-1924) par Recep Tayyip Erdogan occupant alors le poste de maire d'Istanbul annonçait d'ores et déjà les ambitions politiques de ce dernier une fois que celui-ci aurait conquis le poste suprême au sein de la République de Turquie. Son objectif serait alors de s'affirmer sur la scène internationale en rendant à la Turquie la gloire passée d'un Empire ottoman démantelé par les puissances coloniales françaises et britannique à la fin de la Première Guerre mondiale. Ses actions sur le plan intérieur comme extérieur, depuis son arrivée au pouvoir comme Premier ministre puis comme Président de la République, confirment bien cette tendance expansionniste de la Turquie visant à faire oublier l'humiliation historique que représente le démantèlement de l'Empire ottoman.

Alliée traditionnelle de l'Occident, la Turquie n'hésite plus à se rapprocher des rivaux géopolitiques du bloc occidental comme Moscou ou Téhéran. Ankara envoie ses troupes combattre en Syrie et en Libye en agissant directement contre les intérêts de ses alliés occidentaux. Cette volonté de retrouver son influence historique passe aussi par le rapprochement avec des mouvements islamistes. Le Président Erdogan idéologiquement proche des frères musulmans fait usage de la religion musulmane comme un véritable vecteur d'influence par-delà les frontières turques. L'usage de propos ou d'actions de provocation à l'encontre des alliés occidentaux (le président Erdogan invitant son homologue français à faire des examens de santé mentale<sup>2</sup> ou bien encore des frégates turques ayant illuminé avec leur radar de conduite de tir<sup>3</sup>) ne se compte plus. Au point où il est légitime d'affirmer que par ses différentes actions, la Turquie n'est-elle pas devenue une menace à la fois sur le plan géopolitique – politique et diplomatique à l'encontre de l'Occident ?

Notre sujet d'étude se concentre sur les aspects géopolitiques, diplomatiques et politiques de la stratégie d'expansion turque sur la scène internationale. L'objectif est ainsi d'analyser en quoi la Turquie peut représenter une menace dans les domaines évoqués ci-dessus vis-à-vis des intérêts occidentaux, en particulier européen et français.

Avant d'aborder ces aspects plus en détail, il est nécessaire de définir les termes de manière exacte. Une menace peut se définir comme la crainte vis-à-vis d'une entité qui a la capacité d'infliger des dommages matériels ou immatériels aux États. Tandis que la politique correspond à l'exercice du pouvoir dans une société organisée, la géopolitique est définie par

---

<sup>1</sup> Ali. K (2013), [Un nouvel Empire ottoman pour M. Erdogan](#), Le Monde.

<sup>2</sup> Éric. D, (2020), "[Erdogan remet en question la santé mentale d'Emmanuel Macron](#)", RTL.

<sup>3</sup> Steve. T, (2020), "[Le Courbet, navire français au large de la Libye, visé par une manœuvre turque « extrêmement agressive »](#)", Le Figaro.



---

Kjéllen comme la « *science de l'État comme organisme géographique tel qu'il se traduit dans l'espace* ». Enfin, la diplomatie consiste en la mise en œuvre de la politique étrangère par les diplomates.

Comment peut-on expliquer la nostalgie de l'Empire ottoman chez le président turc ? Pourquoi adopte-t-il une attitude de défiance vis-à-vis des puissances occidentales ? Pourquoi prend-il un positionnement pro islamiste ? Pour comprendre la politique actuelle de la Turquie menée par son président Recep Tayyip Erdogan, il est important de revenir aux origines de la République de Turquie car différents événements historiques permettent de comprendre les actions actuelles d'Ankara.

Cette volonté de retrouver l'influence de l'Empire ottoman n'est pas anodine puisque la Turquie moderne est issue directement des ruines de l'un des plus grands empires de l'histoire. À son apogée, celui-ci s'étendait sur 3 continents et 4 mers. Dans un premier temps, au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, ce sont les territoires européens de l'Empire ottoman qui accèdent à leur indépendance, avec la Grèce en 1830. Puis c'est au tour des Serbes, Bulgares et Roumains de s'affranchir de l'empire. Dans un deuxième temps, c'est au tour des territoires de l'Afrique du Nord. Ces derniers seront perdus au profit des conquêtes des puissances coloniales européennes.<sup>4</sup>

Enfin, c'est le choix de s'allier avec l'Allemagne en 1914 qui va accélérer définitivement la fin de l'Empire ottoman sans oublier le génocide commis par ce même empire à l'encontre des populations arméniennes qui se trouvent en son sein. Faisant pleinement partie des camps des perdants de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman doit alors en subir les conséquences. Les vainqueurs français, anglais, italiens et grecs occupent le sol ottoman. Le 10 août 1920, le sultan Mehmed VI signe avec les alliées le « traité de Sèvres » qui attribue les provinces arabes du sud à la France et l'Angleterre. Ces dernières vont également disposer de zones d'influences au cœur de l'Anatolie, les territoires à l'ouest reviennent à la Grèce, à l'Est ressurgit une « grande Arménie », enfin une autonomie est reconnue aux Kurdes.<sup>5</sup>

Ce traité est en revanche rejeté par un officier militaire, Mustafa Kemal qui a décidé de poursuivre les combats contre les différentes forces d'occupation. Ce dernier enchaîne les succès militaires à la suite du retrait de Paris et de Londres. La Grèce se retrouve alors seule face aux forces menées par Kemal. Au bout de 3 ans de guerre, le 24 juillet 1923, est signé le « traité de Lausanne » annulant de facto les dispositions du traité de « Sèvres » notamment les indépendances de l'Arménie et du Kurdistan. La Société des Nations, ancêtre de l'Organisation des Nations Unies, décide alors l'échange des populations dans un but « d'homogénéité ethnique » entre la nouvelle Turquie à majorité musulmane et ses voisins européens qui sont quant à eux à majorité chrétienne. Les populations minoritaires dans les

---

<sup>4</sup> Arte, (2019), "[Turquie, nation impossible](#)", Chaîne Youtube Arte.

<sup>5</sup> Arte, (2019), "[Turquie, nation impossible](#)", Chaîne Youtube Arte.



---

deux camps doivent alors quitter leur foyer pour rejoindre leur nouveau pays en fonction de leur appartenance religieuse.<sup>6</sup>

Le 29 octobre 1923, la République turque est proclamée, Mustapha Kemal, grand vainqueur de la guerre d'indépendance en devient alors le premier président. Ce dernier qui se trouve ainsi au pouvoir décide de réformer son pays afin de le moderniser. Désormais la laïcité sera un principe étatique incontestable, inscrit directement dans la Constitution. Mustapha Kemal devient quant à lui « Atatürk », le père des Turcs. L'objectif de réformer pour moderniser sera maintenu jusqu'à la mort « d'Atatürk » en 1937.<sup>7</sup>

Sur le plan international, la jeune République de Turquie tire les leçons du passé notamment vis-à-vis de son implication dans la Première Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne, décision ayant entraîné sa chute et son démembrement. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle ne va rejoindre le camp des alliés que de façon in extrémis en février 1945.<sup>8</sup> Durant la Guerre froide, la Turquie entre dans le bloc occidental en devenant membre de l'OTAN en 1952, la puissance de tutelle, les États unis installent une base militaire à Izmir et à Incirlik<sup>9</sup>.

Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, sur le plan intérieur, le pays connaîtra de nombreuses crises politiques, entraînant ainsi l'arrivée au pouvoir de l'armée turque par des coups d'État. C'est le cas en 1960, 1971, 1980 ainsi que 1997<sup>10</sup> (sans oublier le dernier coup d'État manqué en 2016.) À la fin des années 1990, une nouvelle figure politique émerge en Turquie, Recep Tayyip Erdogan se fait connaître du grand public en prononçant publiquement les mots de Zia Gokalp qui vont le conduire en prison. Cet acte ne va faire que de renforcer sa popularité, le conduisant au pouvoir suprême. Là, où Kemal « Atatürk » ne prônait que l'occidentalisation de la Turquie à travers un Etat laïc, Erdogan se démarque en mettant en avant l'islam et en défiant ouvertement les puissances occidentales.

## **PARTIE 1 : UN APPETIT GEOPOLITIQUE A LA HAUTEUR DES AMBITIONS NEO OTTOMANES D'ERDOGAN**

Depuis son arrivée au pouvoir, Erdogan rêve d'un nouvel Empire ottoman. Pour y parvenir, le Président turc déploie ses troupes dans de nombreux territoires tels qu'en Libye, Syrie, Soudan, Chypre... On assiste à un véritable expansionnisme turc (I). Pour affirmer sa souveraineté, Erdogan n'hésite pas à rentrer en conflit avec l'Union Européenne. Il détient à son encontre un moyen de pression, la politique migratoire (II). Par ailleurs, pour aboutir à ses

---

<sup>6</sup> Alain D, (2019), "[24 juillet 1923 Le traité de Lausanne fonde la Turquie](#)", Hérodote.

<sup>7</sup> Aurore R, (2005), "[La Turquie](#)", Thucydide.

<sup>8</sup> Olivier P, (2013), "[Chronologie \(1299-2013\)](#)", Le Monde Diplomatique.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

---

objectifs et écarter tous ceux qui s’y opposeraient, Erdogan viole délibérément les droits de l’homme (III).

## I) La stratégie expansionniste d’Erdogan

### A) Une position géographique cruciale au croisement du monde oriental et occidental

Dans son ouvrage *le grand échiquier, L’Amérique et le reste du monde*, la Turquie est qualifiée par Zbigniew Brzezinski de « *pivot géopolitique de premier ordre* », désignant ainsi « *des États dont l’importance tient à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle* ». <sup>11</sup>

La Turquie jouit ainsi d’une position géographique absolument avantageuse et cruciale, la plaçant ainsi comme un acteur incontournable à différentes échelles. Qualifier la Turquie d’intermédiaire régional serait une façon d’illustrer l’importance géostratégique de cette dernière. Du fait de son positionnement géographique, elle se trouve au croisement des continents européens et asiatiques. Grâce à sa position inter-régionale, elle peut tant accéder au Moyen-Orient qu’aux Balkans : zones aussi stratégiques qu’instables. Sa position la rend ainsi totalement incontournable dans les décisions internationales et les relations avec ses partenaires internationaux. Deux cas de figure nous permettent d’illustrer le rôle d’acteur incontournable de la Turquie que lui offre sa position géographique.

Les frontières du nord de la Turquie renforcent le caractère stratégique de la position géographique turque. En effet, au nord de la Turquie, se trouve une zone qui constitue un verrou stratégique : le Déroit de Bosphore. Celui-ci permet de relier la mer Noire à la mer Méditerranée. <sup>12</sup> La particularité qui fait l’importance du déroit de Bosphore est qu’il est le seul et unique point passage pour les navires russes civils comme militaires qui souhaitent quitter la mer Noire à destination de la mer Méditerranée ou qui souhaitent faire le chemin inverse. Ce point de passage unique contrôlé par la Turquie renforce toujours plus Ankara dans son rôle de puissance régionale incontournable. Rôle qui est rendu possible exclusivement par la position géographique de la Turquie. Ainsi pour ne pas entraîner une rupture dans le flux commercial et militaire qui transite par le déroit de Bosphore, Moscou est contraint d’entretenir des relations de coopérations avec Ankara qui est pourtant un membre très stratégique de l’OTAN.

---

<sup>11</sup> Claude M, Claude H, et Leila A, (2016), " [La Turquie : une relation complexe, mais incontournable](#)", Sénat.

<sup>12</sup> *Ibid.*

---

Toujours dans cette approche des frontières nord de la Turquie, il est nécessaire de rappeler que l'intégration de cette dernière au sein de l'OTAN résulte directement de sa position géographique stratégique vis-à-vis du bloc soviétique dans le contexte de guerre froide. La position et la proximité géographique vis-à-vis du bloc communiste ont incité les États-Unis à faire le choix d'installer des armes nucléaires au sein de la base militaire d'Incirlik. Cette base militaire américaine permet ainsi de renforcer significativement les capacités offensives des forces de l'OTAN grâce au pré positionnement des armes stratégiques en Turquie tout au long de la guerre froide. Ces dernières permettant de frapper l'URSS en son cœur plus rapidement et renforcent par la même occasion la position de dissuasion nucléaire américaine face à son rival soviétique.

Toujours d'un point de vue militaire, la position géographique de la Turquie permet d'avoir un avantage conséquent en termes de renseignement militaire. En effet, depuis les infrastructures militaires américaines sur le territoire turc il est possible de surveiller les manœuvres militaires russes au sein de la mer Noire. Cet avantage en termes de collecte du renseignement militaire est toujours d'actualité pour l'OTAN dans un contexte de retour de la Russie sur la scène internationale.

La Turquie comprend parfaitement les avantages stratégiques et géographiques qu'offre son territoire à l'OTAN tant en termes de capacités offensives militaires qu'en termes de capacités de collecte du renseignement sur les activités militaires de la Russie. Ainsi, Ankara est complètement en mesure de répondre à toute action (qui pourrait être néfaste pour ses intérêts) provenant de la part de l'OTAN en particulier des États unis (en l'occurrence, il s'agit ici d'un accord de coopération militaire qui renforce les liens entre Athènes et Washington) en menaçant par exemple de fermer la base militaire américaine d'Incirlik<sup>13</sup>. Les autorités turques savent que cette décision de fermer les bases américaines sur leurs territoires endommagerait fortement les capacités militaires et de renseignement de l'OTAN tant vis-à-vis de la Russie que de ses opérations militaires au sein du Moyen-Orient. La base américaine d'Incirlik offre ainsi à Ankara un contre poids géopolitiques non seulement face à la Russie, mais également face aux États-Unis qui dirigent l'OTAN et renforce donc une fois de plus la Turquie dans son rôle d'acteur incontournable sur la scène internationale.

Si les frontières du nord de la Turquie présentent un avantage certain et incontestable pour renforcer le rôle d'acteur incontournable d'Ankara, les frontières sud reliant le territoire turc au Moyen-Orient renforcent toujours plus l'importance et l'avantage géostratégique turc. Grâce à ses frontières lui donnant un accès à la région du Moyen-Orient, la Turquie se retrouve entourée d'acteurs stratégiques régionaux comme l'Iran, l'Azerbaïdjan, mais surtout par des pays très instables et en guerre comme la Syrie ainsi que l'Irak.

---

<sup>13</sup> Laurent L, (2021), "[Ankara met la pression sur la base d'Incirlik](#), qui abrite des armes nucléaires de l'Otan et des forces américaines", OPEX360.

---

Pour comprendre l'importance géographique de la Turquie au Moyen-Orient, prenons comme exemple son implication dans la gestion de crise syrienne. Depuis l'éclatement du conflit syrien, la crise sécuritaire s'est aggravée par une crise humanitaire entraînant le déplacement de plusieurs millions de Syriens vers des zones plus sécurisées. La recherche de zones plus sécurisées pour ces réfugiés se traduit par la volonté de rejoindre les pays européens, davantage sécurisés et libres sur le plan politique. Ainsi les territoires européens constituent les meilleurs refuges pour les Syriens qui souhaitent fuir la guerre et les différents dangers qui accompagnent celle-ci. Face à l'afflux de millions de migrants, l'Union Européenne craint plus que jamais une montée des tensions tant sur le plan sécuritaire et politique. Le risque sécuritaire s'explique par la crainte de voir des terroristes infiltrés dans les groupes de réfugiés qui voudraient rejoindre l'Europe pour y commettre des attentats terroristes. Sur le plan politique, c'est la crainte de voir le renforcement des nationalistes en Europe qui inquiète l'Union Européenne. Toutefois, avant de rejoindre l'Europe, il demeure une étape clé et incontournable pour dans le voyage des réfugiés : la Turquie !

On le rappelle, la position géographique de la Turquie lui confère le rôle d'acteur incontournable dans les décisions politiques internationales. Cette crise humanitaire syrienne est l'occasion pour Ankara de démontrer pleinement l'importance de sa position géographique pouvant impacter la stabilité de l'Europe. De ce fait, cette crise syrienne est une opportunité pour mettre sous pression l'Union Européenne. Avec les millions de réfugiés syriens présents sur son territoire, la Turquie dispose d'une « arme » de chantage vis-à-vis de l'Union Européenne<sup>14</sup>. Ankara menace de libérer les flux en cas de crise extrême avec les pays européens poussant ces derniers à modérer leurs oppositions face aux décisions turques.

En résumé, la position géographique de la Turquie constitue un avantage absolument certain et incontestable pour Ankara afin de défendre ses intérêts nationaux comme internationaux. Être l'allié de la Turquie ne signifie pas pour autant de profiter pleinement des avantages stratégiques turcs. Bien au contraire, être l'allié d'Ankara peut surtout présenter bien plus de désavantages que d'avantages. En effet, pour ne pas se retrouver sous la menace des décisions turques (sous forme de sanctions), bien souvent les partenaires occidentaux (Européens comme américains) se retrouvent contraints d'accepter les décisions turques qui peuvent aller à l'encontre des intérêts occidentaux. Le cas de la menace de la fermeture de la base militaire américaine d'Incirlik est emblématique des relations complexes qu'entretient Ankara avec ses partenaires historiques à savoir mettre sous pression ses alliés pour servir ses propres intérêts.

---

<sup>14</sup> AFP, (2020), " [Turquie : chantage d'Erdogan sur les migrants avec l'Union européenne](#)", Capital.

---

## B) Une poudrière moyen-orientale propice aux interventions militaires turques

La position géographique du pays confère à Erdogan un avantage stratégique sur le plan militaire. Erdogan exprime clairement sa volonté de créer un nouvel Empire ottoman. Il recourt ainsi à une stratégie expansionniste avec ses diverses interventions militaires. Le président n'hésite pas à contester certaines frontières, remettre en cause les traités internationaux et menacer l'Union Européenne.

Cette stratégie de « reconquête ottomane »<sup>15</sup> s'applique en Méditerranée orientale avec le conflit lié aux gisements d'hydrocarbure. On assiste à une véritable crise entre deux pays membres de l'OTAN, la Grèce et la Turquie. Erdogan cherche à affirmer sa puissance en intervenant dans une zone qu'Athènes estime relever de sa souveraineté. Pour avoir accès à ces zones économiques, revendiquées par la Grèce et Chypre, le président turc a même conclu, le 27 novembre 2019, un accord unilatéral<sup>16</sup> avec le chef du gouvernement libyen, Faïez Sarraj.

Ce mémorandum, précise Erdogan, a permis de pousser au maximum le territoire sur lequel la Turquie a une autorité. Le pays affirme donc sa souveraineté en violant les eaux territoriales grecques tout en menaçant l'Europe en cas d'intervention. Pour Erdogan, l'Union Européenne doit rester impartiale face à cette crise et toute intervention de la pourrait entraver les relations internationales et la paix.

De plus, si l'Union Européenne semble montrer son soutien à la Grèce en considérant cet accord turco-libyen comme « *une violation grossière des droits de la Grèce* »<sup>17</sup>, l'OTAN quant à elle est plus mitigée. La France, pays ayant pris part au conflit, n'est par conséquent pas soutenue par tous les membres de l'OTAN, ce qui favorise la stratégie expansionniste d'Erdogan.

Afin d'étendre son territoire, la Turquie intervient également dans d'autres régions du monde notamment en Syrie. Erdogan ne cesse de multiplier les offensives sur le territoire syrien pour étendre son territoire et affaiblir les forces kurdes. L'implication de la Turquie dans ce conflit est bénéfique pour Erdogan, elle lui permet à la fois de lutter contre les forces kurdes et d'affaiblir la Syrie et l'Irak. Cette immixtion n'est pas sans conséquence pour l'Europe puisque cela renforce l'État islamique. Puis, le retrait des USA, facilite l'expansion du territoire turque en Syrie. Erdogan semble donc « *jeter les bases d'un nouvel Empire ottoman* »<sup>18</sup>. L'Europe semble impuissante face à cette situation car les sanctions

---

<sup>15</sup> « Samuel. F (2020), « [cette stratégie de reconquête ottomane](#) que poursuit Erdogan à travers les hydrocarbures en Méditerranée orientale », Atlantico.

<sup>16</sup> Marie. J (2019), « [Un accord turco-libyen de délimitation maritime](#) provoque la colère de la Grèce », Le Monde.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Loïc. T (2018) « [La Turquie menace la France](#) », Le journal de Montréal.

---

économiques sont inefficaces et à tout moment Erdogan pourrait mettre ses menaces à exécution et laisser les immigrants entrer en Europe.

En outre, la Turquie profite de son appartenance à l'OTAN pour étendre sa souveraineté. Elle a recours à des méthodes illégales pour affirmer sa puissance. En effet, il a été reproché à la Turquie « *d'utiliser des codes de l'OTAN pour violer l'embargo international sur les livraisons d'armes en Libye* »<sup>19</sup> et de faire preuve « *d'ingérence* »<sup>20</sup>. Des sanctions économiques ont donc été prononcées à l'encontre de la société turque. La Turquie a évidemment fustigé cette décision en la jugeant « *extrêmement regrettable* »<sup>21</sup> alors que les tensions en Méditerranée commençaient à s'apaiser.

Erdogan profite donc pleinement de sa position au sein de l'OTAN et des moyens de pression dont il dispose face à l'Union Européenne pour s'imposer sur le plan géopolitique.

Outre la position géographique conférant à la Turquie un avantage stratégique, le Président turc sait parfaitement comment utiliser les autres armes qu'il a en sa possession comme l'accord migratoire de 2016 (II).

## II) Les enjeux géopolitiques de la migration

La migration est devenue un véritable défi pour l'Union européenne. Avec la multiplication des conflits, le taux de migrants n'a cessé d'augmenter. Depuis ces dernières années, les États membres de l'Union ont réussi à réduire ces flux irréguliers grâce à aux coopérations mises en place. Cependant, la migration reste un risque majeur pour l'Union Européenne et la Turquie en a pleinement conscience. Erdogan l'utilise comme une arme politique à l'encontre de l'UE pour satisfaire ses intérêts (A). Par ailleurs, en plus des migrants, de nombreux pays européens sont confrontés à la diaspora turque sur laquelle Erdogan exerce un contrôle important (B).

### A) Une Union Européenne paralysée par les menaces turques

La crise migratoire a fait évoluer les relations entre la Turquie et l'Union européenne avec la conclusion de l'accord migration UE-Turquie le 18 mars 2016. Selon cet accord, « *tous les migrants irréguliers (qui ne demandent pas l'asile ou dont la demande d'asile a été jugée infondée ou irrecevable) qui ont traversé la Turquie vers les îles grecques depuis le 20 mars*

---

<sup>19</sup> Anne. B (2020), « [La France blâme le comportement inamical de la Turquie à l'Otan](#) », *Les Echos*.

<sup>20</sup> Valentin. L (2021), « [Adhésion de la Turquie à l'Union européenne : où en est-on ?](#) », *Toute l'Europe*.

<sup>21</sup> (2020), « [La Turquie dénonce les sanctions de l'UE contre une entreprise turque dans le dossier libyen](#) », *Ouest France*.

---

2016 sont renvoyés en Turquie. Et pour chaque Syrien renvoyé vers la Turquie au départ des îles grecques, un autre Syrien - fondé à demander l'asile en Europe - est réinstallé de la Turquie vers l'Union européenne, dans la limite de 72 000 personnes maximum »<sup>22</sup>. Cet accord a même été qualifié « d'historique » à l'époque car il permettrait de faire face à l'une des plus grandes crises migratoires d'Europe.

Avec cet accord, la Turquie devait *“prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que de nouvelles routes de migration irrégulière - maritimes ou terrestres - ne s'ouvrent au départ de son territoire en direction de l'UE”*<sup>23</sup>. En contrepartie du renforcement des contrôles aux frontières, la Turquie obtenait une relance de son processus d'adhésion et l'exemption de visa pour ses citoyens à leur entrée sur le sol européen.

La conclusion de cet accord migratoire a donné un pouvoir important à Erdogan. Depuis 2016, la Turquie n'a cessé d'utiliser cette arme comme instrument de pression sur les pays européens. En 2017, par exemple, le ministre des Affaires européennes turc avait menacé de *« réexaminer [l'accord sur] les frontières terrestres » après le refus des Pays bas d'autoriser deux ministres turcs à participer à des meetings de soutien de la diaspora à Erdogan*. De même, en 2019, cette menace était remise à l'ordre du jour par la Turquie qui réclamait une application immédiate de l'exemption de visa pour les ressortissants turcs dès leur entrée sur le territoire européen.

Erdogan exploite clairement cette arme migratoire pour satisfaire ses propres intérêts. Pour chaque conflit où la Turquie est impliquée, Erdogan utilise cet accord soit pour empêcher l'UE de prendre directement part au conflit ou soit pour lui reprocher son manque de soutien. Erdogan, pour exprimer son mécontentement en raison du manque de soutien de l'UE dans la guerre contre le régime de Damas, avait déclaré *« Si vous essayez de présenter notre opération comme une invasion, nous ouvrirons les portes et enverrons 3,6 millions de migrants »*<sup>24</sup>.

Erdogan arrive à instaurer une pression sur l'Europe. Il utilise cette arme migratoire lors de ses interventions militaires, mais aussi pour obtenir l'intégralité des fonds promis par l'UE en 2016. L'accord prévoyait qu'une aide de 6 milliards d'euros devait être versée à la Turquie (4,1 milliards déboursés, 2 milliards à venir)<sup>25</sup>. Une partie de ces fonds a été versée à des organisations humanitaires ce qui a provoqué la colère des négociateurs turcs qui exigeaient que les fonds soient directement versés à l'État turc. De plus, Ankara se montre également

---

<sup>22</sup> Barthélémy. G (2021), « [Crise migratoire : qu'est devenu l'accord entre l'Union européenne et la Turquie ?](#) », Toute l'Europe.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Christian. M (2021), « [L'Union européenne doit adopter une stratégie géopolitique globale vis-à-vis de la Turquie](#) », le Figaro.



exigeante concernant les visas pour les ressortissants turcs, l'accord douanier entre l'UE et la Turquie, les conditions d'adhésion de la Turquie à l'UE...

La Turquie est en position de force depuis la conclusion de ce traité. Face à cette frayeur migratoire, l'Union Européenne semble renoncer à s'opposer à la Turquie ce qui permet à Erdogan d'imposer sa souveraineté et satisfaire ses ambitions.

## B) La menace de la diaspora turque

Le nombre de Turcs en Europe n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Parmi l'ensemble des pays européens, c'est l'Allemagne qui accueille le plus de turcs sur son territoire (2 millions de turcs). Viennent ensuite la France et la Hollande<sup>26</sup>.



Chiffre sur la diaspora turque et dans le monde<sup>27</sup>

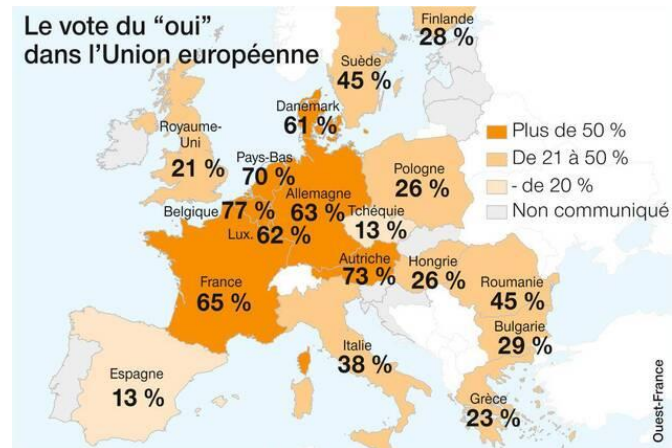
Cet accroissement de la population a également été facilité par le détournement du système des visas temporaires. En 2019, 137 063 visas d'entrée en France ont été accordés à des citoyens turcs, contre 99 520 visas en 2014, soit une hausse de 38% en 5 ans<sup>28</sup>. Cela a également été favorisé par l'accord migratoire de 2016 prévoyant une exemption de visa pour les Turcs voyageant en Europe. Il convient tout de même de préciser que pour des raisons de sécurité, tout citoyen turc bénéficiant de cette exemption devra tout de même détenir un passeport biométrique.

<sup>26</sup> (2020), « [Combien de turcs habitent en France en 2021](#) ? (Chiffres sur la diaspora turque en Europe et dans le monde) », le blog d'Istanbul.

<sup>27</sup> (2020), « [Combien de turcs habitent en France en 2021](#) (chiffres sur la diaspora turque en Europe dans le monde) ».

<sup>28</sup> (2021), « [Les Turcs en France : un « isolat » séparatiste ?](#) », l'Observatoire de l'immigration et de la démographie.

Cette diaspora est une menace pour l'Union européenne, car même si elle se situe sur le territoire européen, « *la communauté turque en France est très structurée par les forces politiques que l'on retrouve en Turquie* » selon Didier Leschi<sup>29</sup>. Les Turques présentes en Europe ont montré ostensiblement leur soutien à Erdogan lors du référendum en 2017.



*La diaspora turque vote « oui » au référendum*<sup>30</sup>

Le régime turc a la mainmise sur cette diaspora et elle ne cesse d'accroître son emprise. Selon Emre Demir, « *Erdogan met la diaspora au service de ses ambitions, mais il veut aussi s'adresser à l'ensemble de la communauté musulmane française* ». « *Il ne faut pas sous-estimer cette stratégie d'influence islamiste sur la longue durée* »<sup>31</sup>. Pour garder un contrôle sur cette diaspora turque, Erdogan bénéficie de réseaux médiatiques. Le Point avait justement été menacé par des réseaux pro-AKP après avoir qualifié le Erdogan de « dictateur »<sup>32</sup>. Ces réseaux maintiennent un contrôle sur cette population turque et leur principale stratégie est de la séparer de la société française. Le Président peut également compter sur le Ditib pour gérer le réseau des mosquées.

Erdogan a même réussi à s'immiscer au sein des instances nationales européennes. Ahmet Ogras, un proche du pouvoir turc, a été le président du Conseil français du Culte musulman (CFCM) de 2017 à 2019, malgré ses idées islamistes et sa position ambiguë sur Charlie Hebdo. En étant président, il pouvait garder la diaspora sous contrôle et renforcer le poids de l'AKP.

La stratégie d'Erdogan est évidente, il incite les Turcs à se détacher du corps social. On assiste donc à un communautarisme turc qui est de plus en plus important en Europe.

<sup>29</sup> Pierre. J (2018), « [les Turcs de France : une diaspora sous influence ?](#) » La Croix.

<sup>30</sup> (2017), « [Comment la diaspora turque en Europe a-t-elle voté au référendum ?](#) », Ouest France

<sup>31</sup> Pierre. J (2018), « [les Turcs de France : une diaspora sous influence ?](#) » La Croix.

<sup>32</sup> Aurélien. D (2018), « [La démocratie d'Erdogan, menace hybride sous-estimée pour l'Europe](#) ».

---

Le président sait parfaitement comment procéder pour parvenir à ses objectifs. Le séparatisme mis en place est de plus en plus préoccupant quand on voit la création de nouvelles mosquées et écoles turques. Cette stratégie semble fonctionner vu le soutien apporté par les Turcs lors du suffrage. L'appui apporté à Erdogan par les Turcs vivant en Europe est inquiétant. Cela met en exergue un manque d'intégration de cette population au sein de la société et un manque de confiance envers notre système politique.

Grâce à la migration et l'implantation de la population turque dans l'ensemble de l'Europe, Erdogan peut contrôler et s'implanter dans l'Union européenne. Aujourd'hui, Erdogan a trouvé une nouvelle façon d'obtenir les faveurs de l'Europe grâce aux droits de l'homme. Ils sont devenus un nouvel instrument politique pour la Turquie qui est loin d'être le pays le plus respectueux des droits fondamentaux (III).

### III) Un régime politique menaçant les droits de l'homme

La Turquie est un pays n'accordant pas une grande importance au respect des droits de l'homme. Elle a été sanctionnée de nombreuses fois par l'UE pour y avoir porté atteinte (A). Depuis quelques années, la Turquie a essayé de faire des efforts dans ce domaine. Erdogan a même annoncé en 2021 le lancement du Plan d'action en faveur des droits humains. On aurait pu espérer que la Turquie se décidait enfin à respecter davantage les droits de l'homme, mais en réalité ce plan a d'abord pour objectif de renforcer l'État de droit (B).

#### A) Une violation régulière des droits de l'homme

Le 6 avril 2021, lors d'une visite en Turquie, le président du Conseil, Charles Michel, a rappelé que « *l'État de droit et le respect des droits fondamentaux sont des valeurs essentielles de l'UE* »<sup>33</sup>. La Turquie est le pays ayant été le plus sanctionné par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Au total, la Cour a condamné la Turquie à 2 812 reprises entre 1959 et 2015, contre seulement 1 800 fois pour l'Italie et 1 600 pour la Russie<sup>34</sup>.

Même si la Turquie a tenté de faire des efforts ces dernières années à travers certaines réformes pour respecter davantage les droits de l'homme, son système juridique demeure opposé à la jurisprudence européenne. Le pouvoir judiciaire turc ne garantit pas les principes garantissant l'équité des procès et une procédure régulière<sup>35</sup>. La liberté d'expression n'est elle-même pas compatible avec le système autoritaire de Erdogan. On peut prendre l'exemple

---

<sup>33</sup> (2021), « [Les dirigeants de l'Union européenne en Turquie pour apaiser les tensions](#) », France 24.

<sup>34</sup> Brice L.B et Youness. R (2016) « [La Turquie détient le record de violations des droits de l'homme](#) (CEDH).

<sup>35</sup> « [Turquie 2020](#), Amnesty international .

---

de l'arrestation de l'écrivain et journaliste, Ahmet Altan, libéré le 14 avril 2021 par la justice turque, décision intervenant un jour après que la CEDH ait condamné la Turquie.

D'autre part, depuis le passage d'un système parlementaire à un système présidentiel en 2017, on a vu un renforcement de la protection de l'État de droit au détriment des droits de l'homme.

L'indépendance de la justice a elle aussi été fortement réduite après la réforme de la Constitution. On a donc pu assister à une augmentation des arrestations arbitraires.

Ces interpellations s'expliquent aussi par l'ambiguïté de certaines lois turques, notamment celles relatives au terrorisme. Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, fait remarquer que « *les lois turques donnent une définition excessivement large du terrorisme et de l'appartenance à une organisation criminelle, et que les magistrats ont tendance à interpréter ces dispositions d'une manière qui étend encore leur champ d'application* »<sup>36</sup>. En donnant une définition assez vague « du terrorisme », la législation turque ne répond pas aux exigences de certitude juridique requises en droit international relatif aux droits humains. Des personnes se retrouvent ainsi accusées de terrorisme alors que leurs actions sont protégées par les droits à la liberté d'expression, d'association et de participation politique<sup>37</sup>.

Enfin, on peut douter de l'intention d'Erdogan d'accorder plus d'importance aux droits fondamentaux suite au retrait de la Turquie de la convention d'Istanbul. Ce traité est « *un instrument législatif majeur en Europe pour lutter contre les violences faites aux femmes* »<sup>38</sup>. *Ce retrait bafoue le droit des femmes vivant en Turquie. On a donc un réel recul des droits en Turquie alors que ce pays était le premier à signer cette convention.*

## B) Un État de droit renforcé par le nouveau plan d'action turc au détriment des droits de l'homme

Le 2 mars 2021, Erdogan a annoncé le lancement du Plan d'action en faveur des droits humains, c'est-à-dire « *onze principes, neuf buts essentiels, cinquante objectifs, 393 mesures* » afin que « *les individus soient plus libres, la société plus forte et la Turquie plus démocratique* »<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> (2019), « [La Turquie doit mettre fin à l'arbitraire dans le système judiciaire](#) et protéger les défenseurs des droits de l'homme », Conseil de l'Europe.

<sup>37</sup> (2021), « [Turquie : avec le nouveau plan d'action](#), les autorités manquent une occasion d'endiguer la forte érosion des droits humains, Amnesty international.

<sup>38</sup> (2021), « [Convention d'Istanbul](#) : la Turquie abandonne la lutte contre les violences faites aux femmes », Amnesty international.

<sup>39</sup> Ariane. B (2021), « [Droits humains : le marché de dupes qu'Erdogan veut conclure avec l'Europe](#) ».

---

Ce plan précise qu'il a été rédigé en prenant en compte les arrêts de la Cour européenne, les décisions du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, les avis de la Commission de Venise, les recommandations et les décisions des mécanismes relatifs aux droits humains des Nations unies et les rapports de toutes les institutions relatives aux droits humains concernés, ainsi qu'une analyse du premier Plan d'action pour la prévention des violations de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)<sup>40</sup>.

Toutefois, en s'attardant davantage sur ce nouveau plan, aucune mention n'est faite sur l'engagement d'exécuter et de mettre en œuvre les arrêts de la CEDH. Par ailleurs, le plan d'action ne prévoit aucune mesure visant à garantir « *une action conforme au cadre international relatif aux droits humains et à remédier aux principales violations dénoncées à de nombreuses reprises par les organes du Conseil de l'Europe et d'autres mécanismes relatifs aux droits humains* »<sup>41</sup>. En effet aucune mesure n'a été prise pour garantir la pleine indépendance de l'autorité judiciaire ou empêcher les détentions provisoires et condamnations pour motifs politiques et à titre punitif dans le cadre des lois antiterroristes.

Avec ce plan, Erdogan souhaite en réalité renforcer l'État de droit avant la protection des droits de l'homme. Ce plan ne constitue pas « *une nouvelle orientation politique des autorités turques, mais la conclusion d'un programme de coopération déjà existant avec le Conseil de l'Europe* »<sup>42</sup>. Ariane Bonzon, journaliste spécialiste de la Turquie, nous alerte sur ce sujet. Ce plan, financé par l'UE, va être instrumentalisé par Erdogan qui pense déjà aux élections de 2023. Derrière se cache en réalité un projet politique, le maintien au pouvoir et le renforcement de l'AKP.

Erdogan se sert donc des Droits de l'homme pour satisfaire ses propres ambitions. Le plan démontre que le respect des droits fondamentaux n'est pas primordial à ses yeux. Les récents événements, ayant eu lieu quelques semaines après l'annonce du plan d'action, ne font que confirmer la position du Président turc vis-à-vis des droits de l'homme. La Turquie s'est retirée dans la nuit du 19 au 20 mars 2021 de la Convention d'Istanbul et le Samedi 19 mars, Öztürk Türkdogan, président de l'Association turque pour la défense des droits humains (İHD), a été arrêté pour appartenance à une association terroriste.

Le chef d'état turc utilise ainsi habilement l'ensemble de ses prérogatives pour servir son agenda géopolitique. Il est désormais important de comprendre les ambitions politiques d'Erdogan qui visent à affirmer la puissance turque, mais qui se retrouvent également dans une posture de fragilité en raison des oppositions internes.

---

<sup>40</sup> (2021), « [Turquie : avec le nouveau plan d'action](#), les autorités manquent une occasion d'endiguer la forte érosion des droits humains, Amnesty international.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Ariane. B (2021), « [Droits humains : le marché de dupes qu'Erdogan veut conclure avec l'Europe](#) ».

---

## PARTIE 2 : LE FAIT POLITIQUE TURC :

### ENTRE AFFIRMATION DE PUISSANCE INTERNATIONALE ET OPPOSITIONS INTERNES

Qu'il s'exprime sur des sujets intérieurs, extérieurs ou sur l'économie, le discours de Recep Erdogan est marqué depuis près de deux décennies par trois caractéristiques majeures : l'expression d'une grande fierté nationaliste, l'assurance et l'ambition. Étroitement liée à la politique extérieure, la politique intérieure menée par Erdogan vise à conforter ses objectifs de puissance.

#### I) Erdogan : père fondateur de la Turquie moderne

##### A) L'AKP, entre influence et puissance

Pour faire de son pays une nouvelle puissance mondiale, Erdogan a dû dans un premier temps éliminer toutes les résistances intérieures. Pour mener à bien ses desseins de puissance, il peut s'appuyer sur son parti : l'AKP qui joue un rôle crucial dans la vie politique turque depuis sa victoire aux élections en 2002. C'est par ce biais qu'Erdogan devient Premier ministre<sup>43</sup> avant de devenir premier Président de la République élu au suffrage universel direct en 2014.

À l'aide de l'AKP, la politique d'Erdogan a joué un rôle crucial dans le redressement du pays. Après une suite de coups d'État désastreux, l'économie est en berne, l'inflation est considérable et le pays souffre d'une lourde crise économique. Erdogan défend un plan de libéralisation visant à attirer les capitaux étrangers et à promouvoir l'intégration de son pays à l'Union Européenne. En réduisant la pauvreté et en ramenant la stabilité économique, l'AKP gagne le soutien des classes populaires dont le vote est souvent conditionné par la [situation matérielle](#). La stratégie conservatrice de l'AKP s'avère de plus se montrer payante. <sup>44</sup>Sa montée en puissance s'est démontrée dans les urnes, de 34,4 % de voix recueillies en 2002, le parti a obtenu aux législatives de 2011 presque 50 % des suffrages. L'AKP enregistre également près de 11 millions d'adhérents sur une population de 80 millions d'habitants<sup>45</sup>. La croissance économique a permis au parti de consolider sa présence. La population admet que l'AKP a une bonne gestion de l'économie et sur l'amélioration de leurs conditions de vie. Selon les données recueillies par le Pew Research Center, seuls 14 % des Turcs (2002) considéraient

---

<sup>43</sup> Il le restera pendant 10 ans.

<sup>44</sup> Brice.C (2017), « [Qu'est-ce que l'AKP ? Le retour, en Turquie, du refoulé islamique](#) ». France Culture.

<sup>45</sup> [Site officiel](#) du parti AKP.

---

la situation économique de leur pays comme « bonne » (alors que 85 % la jugeaient « mauvaise »)

Ces chiffres donnent pour 2014 50 % d'opinions positives et 46 % d'opinions négatives en 2014. De même, le taux de satisfaction des Turcs par rapport à leurs conditions de vie est passé de 44 à 57 % entre 2008 et 2014. Profitant de la croissance économique, l'AKP augmente sa puissance et son influence au sein du territoire turc.<sup>46</sup> Grâce à cette popularité, Erdogan dispose d'une large légitimité électorale. Au fur et à mesure des élections locales ou nationales, il n'hésite pas à s'en revendiquer dans ses discours pour asseoir son pouvoir.

Par l'AKP, Erdogan et ses partisans cherchent aussi à imposer une certaine vision de la Turquie. Ahmet Davutglu (dirigeant du parti et premier ministre d'août 2014 à mai 2016) a tenté d'imposer une vision néo-ottomane à son pays. Cultivant une grande nostalgie de la grandeur ottomane, les deux hommes n'ont cessé de proclamer que leur pays a toute légitimité à jouer un rôle central dans l'espace de l'ex-Empire ottoman. S'adressant à un peuple qui a beaucoup souffert du déclassement et des violences qui se sont succédé au fil de la chute de l'Empire ottoman, ce discours rencontre un grand succès.

Au-delà de la réussite économique, le talent politique d'Erdogan réside notamment dans la capacité qu'il a eue à raviver la fierté nationale turque grâce à un discours fondé sur l'imaginaire historique, la mise en avant des atouts de son pays et l'évocation d'un avenir prometteur.<sup>47</sup> Considérant que la Turquie a souvent fait preuve de faiblesses face aux Occidentaux, ce discours flatte l'orgueil national des Turques. Ils voient en Erdogan l'homme qui va redonner la splendeur à leur pays.

De la même façon, Erdogan fait de sa relation au peuple le fondement de sa légitimité politique. Il plaie à renvoyer l'image d'un homme aux origines modestes proches de son peuple. Son charisme et ses qualités oratoires exceptionnelles peuvent être considérés comme une raison du succès et du rayonnement de l'AKP. Erdogan se positionne en véritable Père Fondateur de la patrie au moment où la Turquie s'apprête à commémorer le 100ème anniversaire de la création de la République. Il inspire de nouveaux changements et cherche à s'imposer en leader du monde musulman. Proche des Frères musulmans, son gouvernement fonctionne sur une propagande imposée par les islamistes et s'éloigne peu à peu de la laïcité fondatrice de la République.

B) Place de l'islam dans la politique intérieure d'Erdogan : le phénomène religieux au cœur de sa volonté d'hégémonie

En 18 ans au pouvoir, Erdogan, fait considérablement évoluer son pays qui connaît de fortes mutations aux niveaux politique, économique, social, sociétal et culturel. Conscient de

---

<sup>46</sup> (2015). [Rapport : de profondes divisions en Turquie à l'approche des élections](#). Pew Research Center.



---

l'héritage laïc des Kémalistes, Erdogan se montre d'abord prudent sur les questions religieuses. Au fur et à mesure que le pouvoir se consolide, l'islam va toutefois s'ancrer progressivement dans le jeu démocratique. Les valeurs religieuses, acceptées par une large frange de la société sont progressivement insérées dans le projet politique interne d'Erdogan. De cette évolution résulte une utilisation beaucoup plus fréquente des symboles de l'islam dans les discours d'Erdogan. Yaşar Yakış, un des fondateurs de l'AKP et Premiers ministres des Affaires étrangères témoigne à ce sujet : *"Lors de la préparation du programme du parti, en 2001, nous faisons très attention à ne pas nous référer aux symboles religieux, or je constate qu'aujourd'hui les références religieuses sont largement présentes dans la société en effet, à partir de 2012, Tayyip Erdogan annonce à différentes occasions le projet de son parti de former une jeunesse pieuse. Et à ceux qui critiquent un tel projet au nom de la démocratie et de la laïcité, il demande s'ils préfèrent voir grandir une jeunesse alcoolique et dépravée."*

Dans les années qui suivent, Erdogan et les dirigeants de l'AKP multiplient les déclarations hostiles aux pratiques prohibées par l'islam. De la même façon, plusieurs décisions sont prises avec pour but l'islamisation de la société. La réouverture des collèges d'imams et de prédicateurs, fermés sous la pression du coup d'État postmoderne de 1998, l'introduction de plusieurs cours optionnels de religion dans les programmes scolaires, l'autorisation accordée aux filles d'aller à l'école avec un foulard à partir de 10 ans, l'activation du rôle de la Présidence des affaires religieuses et des imams comme agents d'encadrement social, la progression de la séparation des filles et des garçons dans les établissements ou encore l'augmentation des pratiques de la police des mœurs dans les milieux étudiants et culturels sont autant d'exemples qui illustrent cette volonté.

L'islam politique mis en place par Erdogan transparait à travers la politique éducative appliquée au sein du pays. L'islamisation progressive du système éducatif turc s'avère ainsi un excellent indicateur de l'hégémonie du système et de l'influence de l'État sur les pouvoirs sociaux. Depuis l'école primaire jusque dans les lycées et les universités, c'est la formation des nouveaux cadres destinés à diriger le système qui est en cause. Au-delà du système éducatif, les prises de position redondantes d'Erdogan sur le sujet et certaines de ses décisions symboliques marquent l'instauration d'un nouvel ordre moral en Turquie. Pour le chef de l'État et ses partisans, *"l'islam n'est pas seulement un système de croyance personnelle et un code de vie. Il apporte également une identité, une orientation morale et sociale, une appartenance personnelle à une large vision historique et philosophique qui va plus loin que la simple observance rituelle de quelques règles."* En transformant l'ancienne basilique Saint-Sophie en mosquée, Erdogan acte symboliquement sa volonté de rupture avec l'ancienne laïcité kémaliste. L'inauguration de la mosquée la plus grande de Turquie en 2019 est un signe fort de la dérive islamiste d'Erdogan. Commanditée par ce dernier en 2013, elle est placée symboliquement sur la colline Camlica, une des plus hautes de la ville. D'une capacité d'accueil de 63 000 personnes, cette "mégamosquée" illustre la politique et la stratégie hégémonique du pouvoir turc sur l'ensemble du pays.

---

Cherchant à s'imposer à tous les niveaux de la vie en société, Erdogan s'éloigne toutefois peu à peu de l'extrême popularité qu'il a connue à ses débuts. Le retour d'une crise économique foudroyante accompagnée d'une répression politique de plus en plus croissante cristallise les tensions. L'opposition ne cesse de gronder fragilisant ainsi l'hégémonie du "Nouveau Sultan".

## II) Une opposition revigorée dans une société en mutation

### A) Tensions qui fragilisent le pouvoir en place

L'acte caractérisant le plus les tensions présentes en Turquie est la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Il met en avant le conflit latent opposant depuis le début des années 2010, Erdogan et Fetullah Gülen. Ce dernier est un imam ayant un réseau développé au sein de l'État turc. De plus il a un empire comptant notamment plusieurs milliers d'écoles à travers le monde. Revenons sur le contexte, en 2016 la Turquie est en guerre dans le sud-est contre les Kurdes, la menace djihadiste est de plus en plus et le pays se démarque avec une polarisation politique forte. Le coup d'État qui s'est déroulé dans la nuit du 16 au 17 juillet a été réalisé par une partie de l'armée turque. Cet événement historique a été un échec, en effet, il a été mal préparé et déclenché trop tôt afin de devancer des arrestations imminentes, la tentative de coup d'État subit un échec immédiat. Il a été sanglant, on compte 265 morts et 1 440 blessés<sup>48</sup>. Le coup d'État a été un échec car les putschistes se sont focalisés en priorité à l'arrestation de haut gradé au sein de l'armée. Étant prévenu avant, Erdogan a pu s'échapper de ce piège étant. Peu après son commencement, le président turc a organisé la riposte en lançant une grande campagne d'arrestations qui vise en premier lieu des membres des forces armées (dont la moitié des généraux) avant de toucher d'autres administrations (justice, police...), la presse et le monde politique. On comptabilise 110 000 arrestation ou qui font l'objet d'une enquête<sup>49</sup> et plus de 50 000 d'une détention provisoire pour des liens supposés avec le mouvement Gülen. De plus 100 000 fonctionnaires ont été renvoyés sans préavis ou suspendus de leurs fonctions<sup>50[3]</sup>. Il s'agit d'une purge afin d'anéantir cette tentative de coup d'État. Ainsi, le président a saisi cette opportunité afin de mettre à l'écart les personnes s'opposant sa politique ou susceptibles de le faire.

Suite à cette purge, on assiste à de plus en plus d'opposition. Ce mouvement se traduit dans les élections. Pour exemple, les élections municipales de 2019, le parti d'Erdogan ont perdu 10 des 15 plus grandes villes de Turquie, y compris les deux plus grandes villes, Istanbul et Ankara. Ça a été une surprise pour le président turc. Les résultats de la mouvance au pouvoir

---

<sup>48</sup> « [Ce que l'on sait de la tentative de coup d'État en Turquie](#) ». Le Monde.

<sup>49</sup> Jean-Yves.K (2016), « [La Turquie sombre dans la dictature](#), des officiers turcs de l'Otan demandent l'asile », L'Echo.

<sup>50</sup> « [La purge se poursuit au sein de la fonction publique](#) », Tribune de Genève.

---

révèlent une perte d'influence dans les grands pôles urbains du pays. L'opposition se retrouve à la tête de six des plus grandes villes du pays.

Les prochaines élections législatives et présidentielles auront lieu en 2023. Le président Erdogan sera candidat. Jusqu'à présent, il a subi des revers aux élections municipales, cependant il reste toujours puissant au sein de la vie politique turque, d'autant plus qu'il ait remporté l'élection présidentielle avec 52% des voix en 2018<sup>51</sup>. Mais l'opposition est de plus en plus appréciée au sein de la population. Pour exemple, le maire d'Ankara est le maire ayant la meilleure cote et l'activité la plus reconnue avec 73,2 % d'avis favorables.<sup>52[5]</sup>

Les tensions sur le pouvoir politique au sein de la Turquie se cristallisent. Il y a une véritable division, avec d'un côté un président en place qui cherche le contrôle absolu et de l'autre côté une partie de la population soif de liberté et d'ouverture sociale.

## B) Vers une dérive autoritaire ?

« *La démocratie, c'est comme un tramway. Une fois arrivé au terminus, on en descend.* » Prononcée il y a plus de vingt ans, cette phrase trouve une résonance particulièrement glaçante dans la Turquie d'aujourd'hui.<sup>53</sup>

La crise de l'été 2016 a révélé la fragilité de la Turquie. L'État turc est affaibli (justice, police, éducation, armée) et le problème kurde prend une importance particulière. Tirant parti avec réactivité de l'échec d'une tentative de coup d'État, le pouvoir en place procède à une véritable épuration de l'appareil étatique et de la presse. Recep Erdogan saisit cette opportunité pour mettre à l'écart les personnes s'opposant à son projet politique ou susceptible de le faire. La rigidification du pouvoir touche également la sphère médiatique : après le putsch avorté, des centaines de médias sont interdits (journaux, chaînes de télévision, agences de presse, stations de radio, magazines ou maisons d'édition), et de nombreux journalistes suspectés de liens avec Gülen sont arrêtés et emprisonnés. Si Erdogan est obsédé par le contrôle des médias et des images, c'est qu'il a parfaitement compris leur importance pour se maintenir au pouvoir. Dès les années 2005-2006, des chaînes de télévision (la chaîne grand public ATV en 2007) ou des groupes de presse (le journal Sabah) sont rachetés par des proches d'Erdogan. Au nom de la lutte anticriminalité, le Parlement turc a également adopté, en 2020 une loi qui vise à relocaliser les données dans le pays et à supprimer tout contenu critique sous peine d'amende et de réduction de bande passante.<sup>54</sup> *"YouTube, Netflix, Twitter (...) nous voulons que ces canaux soient fermés, contrôlés"* aurait déclaré le Président turc.

---

<sup>51</sup> « [Turquie : Erdogan remporte l'élection présidentielle](#) », Le Point..

<sup>52</sup> Raul.R, (2020), « [L'opposition à Erdogan est très appréciée par les citoyens](#) », L'Atalayar.

<sup>53</sup> Delphine, M, « [La démocratie turque balayée par la dérive autoritaire d'Erdogan](#) », Le Figaro.

<sup>54</sup> Jérémie, B, « [Censure, Turquie : Erdogan verrouille encore les réseaux sociaux](#) », Libération.

---

Dernier espace où la population pouvait encore s'exprimer à peu près librement, cette décision s'avère être un pas de plus vers la dérive autoritaire.

Si la répression et le contrôle des médias se sont imposés comme nouveaux dogmes de la politique d'Erdogan, c'est surtout la réforme constitutionnelle de 2017 qui a profondément modifié les équilibres institutionnels turcs. L'essentiel du pouvoir exécutif appartient désormais au président qui récupère les attributions du Premier ministre. Désormais, le chef de l'État pourra gouverner par décrets, déclarer l'État d'Urgence, dissoudre le Parlement, nommer les hauts fonctionnaires, un ou plusieurs vice-présidents, certains magistrats tout en restant à la tête de son parti s'il le souhaite.<sup>55</sup> Validé en avril 2017 par référendum, Erdogan est le grand bénéficiaire de cette nouvelle réforme. Le système turc passe ainsi d'un régime parlementaire à un régime présidentiel au sein duquel le président est le maître absolu de tous les pouvoirs. Placées sous la tutelle du chef de l'État, les institutions qui pouvaient encore constituer des contre-pouvoirs (ministères, parlement, pouvoir judiciaire) sont désormais entièrement contrôlées. Bien loin du système de séparation des pouvoirs de Montesquieu, il est difficile de croire encore au projet démocratique d'Erdogan. Le politologue Baskin Oran résume parfaitement la manière dont le chef de l'État turc gère désormais le pays. *Erdogan va instaurer un régime basé sur un seul homme, qui frôle une dictature. Car il a supprimé la séparation des pouvoirs. L'exécutif, c'est lui, le législatif, c'est son parti, la justice est sous sa tutelle, les juges et les procureurs qui ouvrent des enquêtes non désirées sont immédiatement virés. Quant au quatrième pouvoir, les médias sont, en dehors de quelques exceptions, sous son contrôle* ", écrivait le politologue Baskin Oran le 8 août dernier sur le site d'information T24. »<sup>56</sup>

Cette évolution institutionnelle favorise la personnalisation du pouvoir. La Turquie est désormais perçue comme une démocratie autoritaire au sein de laquelle les droits de l'homme et la liberté d'expression sont régulièrement bafoués. Dernier fait en date : l'annulation du scrutin municipal d'Istanbul après la défaite du parti présidentiel. Une réforme électorale votée avant les élections confiait la présidence des bureaux de vote à un fonctionnaire, choisi et nommé par l'administration.<sup>57</sup> Peu compatible avec les principes démocratiques, cette disposition n'aurait pas été respectée dans tous les bureaux de vote. Selon Erdogan et son parti, le décompte des voix aurait ainsi été faussé, rendant leur défaite irrecevable. À leur demande, de nouvelles élections ont ainsi eu lieu. En faisant pression sur le Haut-comité électoral, la politique d'Erdogan s'enfonce dans l'autoritarisme. C'est peut-être ce qui a motivé les électeurs à changer leur voix. Alors que M. Imamoglu (figure de l'opposition) avait 13 000 voix d'avance sur son concurrent Binali Yildirim (membre de l'AKP) lors du premier scrutin, il en a obtenu 806 000 de plus lors du second vote.<sup>58</sup>

---

<sup>55</sup> Marc, S, « [Référendum en Turquie : quels sont les enjeux de la réforme constitutionnelle ?](#) », Le Monde.

<sup>56</sup> « [Analyse de la Presse](#) », Courrier du Bosphore.

<sup>57</sup> Ariane, B, « [Erdogan confirme sa dérive autoritaire](#) », Slate.

<sup>58</sup> Marie, J, « [Election municipale en Turquie, Erdogan perd Istanbul cœur de son pouvoir](#) », Le Monde.

---

### III) La menace turque traduite par la politique étrangère de la Turquie

A) Le revirement de la stratégie de politique étrangère : d'une politique centrée sur l'occident à une politique néo-ottomanisme

1) Une stratégie de politique étrangère centrée sur l'Union européenne

La Turquie est officiellement candidate à l'adhésion de l'Union européenne depuis 1987. Mais son statut de candidat n'a officiellement été reconnu qu'en 1999. L'Union européenne a ouvert les négociations avec le pays en 2005. Ces négociations ont été boquées à partir de 2007 par la France et l'Allemagne. Le Conseil de l'Europe avait estimé en octobre 2020 que les négociations entre Ankara et Bruxelles étaient au « *point mort* »<sup>59</sup>. Une tentative de reprise du dialogue<sup>60</sup> entre Bruxelles et Ankara a été amorcée récemment en avril 2021 suite à la visite de Charles Michel et d'Ursula Von Leyer à Ankara et leur rencontre avec le président Erdogan le 6 avril 2021.

Les relations entre Bruxelles et Ankara sont complexes. Les enjeux sont nombreux et suscitent de multiples débats depuis la candidature de la Turquie à l'Union européenne, soit plus de 20 ans.

Des critères ont été définis pour qu'un pays puisse devenir membre de l'Union européenne. En cas de non-respect de ces critères, il sera compliqué qu'un pays puisse adhérer à l'Union. La Turquie ne répond pas aux critères d'adhésion de l'Union européenne. Ces critères, aussi appelés critères de Copenhague et définis en 1993, sont au nombre de trois :

- Le critère politique : le pays doit être un État de droit, doit garantir un système démocratique, et les droits de l'homme, doit posséder des institutions stables et doit protéger les minorités.
- Le critère économique : le pays doit posséder une bonne économie de marché et celle-ci doit être capable de résister à la concurrence au sein de l'Union européenne.
- Le critère des acquis communautaires : le pays doit être capable de tenir les obligations auxquelles il a adhéré en intégrant l'Union européenne.

Ces trois critères permettent de mettre en avant l'écart, notamment politique, qu'il existe entre la Turquie et l'Union européenne faisant reculer chaque jour la Turquie d'une

---

<sup>59</sup> Valentin, « [Adhésion de la Turquie à l'Union européenne : où en est-on ?](#) », Toute l'Europe.

<sup>60</sup> Valentin. L, « [A Ankara, Union européenne et Turquie tentent de renouer le dialogue](#) », Toute l'Europe.

---

potentielle adhésion à l'Union. En effet, s'agissant du premier critère, la Turquie a démontré à maintes reprises qu'elle ne respectait pas l'État de droit, le système démocratique, les droits de l'homme et la protection des minorités.

Des événements ont également éloigné Bruxelles et Ankara dans leurs relations et d'une potentielle adhésion. Tout d'abord, il y a eu l'intensification du conflit kurde en Turquie depuis plus de dix ans. Ensuite, la ferme répression des manifestations contre le gouvernement islamoconservateur en 2013 sur la place Taksim en Turquie. Le tribunal d'Istanbul a condamné 244 personnes à des peines de prison pour leur participation à ces manifestations<sup>61</sup>. Également, le coup d'État manqué dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Aussi, les multiples insultes et appels à la haine envers les pays européens comme la France. Enfin plus globalement, c'est le durcissement du régime d'Erdogan avec ses purges et emprisonnements arbitraires visant à écarter tous les opposants au régime qui ont encore davantage éloigné Ankara d'une potentielle adhésion à l'Union européenne.

La possibilité que la Turquie puisse devenir membre de l'Union européenne présente une réelle menace pour les pays actuellement membres, mais aussi, pour les instances et institutions européennes. En effet, en tant que membre de l'Union européenne, la Turquie pourrait prendre part, au même titre que les autres membres, aux décisions de l'Union européenne. D'autant plus qu'avec plus de 82 millions d'habitants en 2021<sup>62</sup>, la Turquie serait le deuxième pays le plus important de l'Union européenne. Ce poids démographique lui conférant un pouvoir politique extrêmement important et influent dans les prises de décisions européennes.

## 2) Une politique étrangère désormais néo-ottomane

Avant la guerre froide et juste après la Seconde Guerre mondiale, la Turquie a instauré une politique étrangère visant à se rapprocher de l'occident. Le pays a essayé de nouer des relations avec les États-Unis et l'Union européenne. Premièrement, après avoir reçu l'aide du plan Marshall et avoir intégré l'OTAN en 1952, les relations entre la Turquie et les États-Unis se sont renforcées. Secondement, afin de faciliter son adhésion à l'Union européenne, la Turquie s'est progressivement rapprochée des institutions et organisations européennes en intégrant le Conseil de l'Europe en 1949<sup>63</sup> puis l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 1973<sup>64</sup>.

Après la guerre froide, la Turquie a commencé à diversifier ses relations. Elle est passée d'une stratégie de politique étrangère concentrée sur l'occident à une politique régionale, favorisant désormais ses relations avec le Moyen-Orient, les Balkans (qui sont, pour la Turquie, une

---

<sup>61</sup> [En Turquie, des manifestants de la place Taksim condamnés à des peines de prison](#), Le Monde.

<sup>62</sup> [Data Commons](#), Turquie.

<sup>63</sup> « [Les pays membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe](#) », Europe Direct.

<sup>64</sup> [États participants](#), OSCE.

---

passerelle afin d'accéder à l'Union européenne), le Caucase du Sud, l'Afrique du Nord (ayant anciennement fait partie de l'Empire ottoman) ou encore l'Asie centrale.

Avec l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, la Turquie a connu une nouvelle inflexion. Elle s'est isolée et agit seule, tentant de se rapprocher du monde musulman et des anciens territoires ayant appartenu à l'Empire ottoman. Cette nouvelle politique étrangère est appelée le néo-ottomanisme.

Parallèlement à ce rapprochement progressif régional, la Turquie s'est éloignée du monde occidental. Premièrement, la Turquie s'est éloignée des États-Unis. Suite à la tentative de coup d'État manqué en 2016 en Turquie, le pays a accusé les États-Unis d'avoir joué un rôle dans cet événement<sup>65</sup>. Secondement, malgré sa volonté d'adhésion à l'Union européenne, la Turquie n'a fait que s'éloigner de certains pays membres de l'Union européenne comme la France ou l'Allemagne<sup>66</sup> depuis les années 2010. La crise migratoire et l'instrumentalisation de la politique du flux migratoire par la Turquie n'ont fait que ternir ces relations.

Depuis quelques années, la Turquie cherche à établir de nouvelles relations stratégiques en tentant de renouer des liens avec la Russie et l'Iran. La Turquie a développé des intérêts communs avec l'Iran dans certains domaines comme la sécurité (lutte contre le terrorisme et les narcotrafiquants) et l'économie (dans le gaz notamment).

Les relations de la Turquie avec l'Union européenne sont uniquement motivées par la volonté de la Turquie de rejoindre l'Union en tant que membre. Le revirement de la stratégie de politique étrangère de la Turquie démontre bien qu'en dehors des intérêts stratégiques que possède le pays avec le monde occidental, la Turquie ne parvient pas et ne souhaite pas, en raison de positions profondément différentes, établir de véritables relations saines et stables avec l'occident.

## B) Une politique étrangère contradictoire

- 1) La volonté politique démontrer le respect du droit international par l'adhésion à des organisations internationales et la ratification de traités internationaux

La Turquie est également impliquée dans de nombreuses organisations internationales européennes, américaines, africaines et asiatiques. Ces organisations internationales concernent de multiples domaines comme la politique, culture, tourisme, économie,

---

<sup>65</sup> Karim E-B, « [Détérioration des relations entre Washington et Ankara suite au coup d'État manqué en Turquie](#) », Middle East Eye.

<sup>66</sup> « [Erdogan appelle les Turcs d'Allemagne à voter contre Merkel](#) », Le Figaro.



---

commerce, sciences, santé, alimentation, agriculture, sécurité, militaire, développement durable, énergie, environnement, justice, transports etc.

Au niveau international, la Turquie est un des pays membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis 1945 en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Elle est également membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) depuis 1952<sup>67</sup> permettant de garantir la sécurité de l'Atlantique Nord par des mécanismes de défense collective.

Au niveau européen, la Turquie est membre fondateur du Conseil de l'Europe depuis 1949. Elle est également pays membre fondateur de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) depuis 1973.

Au niveau économique international, la Turquie est principalement membre de trois organisations : l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis 1932, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1994 (en tant que membre fondateur) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) depuis 1991 (en tant que membre fondateur également).

Dans le domaine de la finance au niveau international, la Turquie est membre du Fonds monétaire international (FMI) depuis 1947 et de la Banque mondiale depuis 1947. Dans le domaine de la justice, le pays est seulement membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1907.

Ainsi, on s'aperçoit que la Turquie est plutôt bien intégrée au sein des organisations internationales. Cependant, lorsque l'on regarde de plus près, on s'aperçoit de nombreux manquements. En effet, la Turquie n'a pas accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de justice (CIJ) et n'a pas signé le traité de Rome relatif à la Cour pénale internationale (CPI). Par conséquent, on remarque que la non-adhésion à certaines organisations internationales est majoritairement dans le domaine des droits de l'homme. En choisissant de ne pas adhérer à ces organisations internationales, la Turquie ne peut pas se voir condamnée par ces mêmes organisations pour non-respect des droits de l'homme.

S'agissant des traités internationaux, la Turquie a signé puis ratifié de nombreux protocoles, conventions, déclarations et articles portant sur les victimes de conflits armés, les méthodes et moyens de combat, la guerre maritime et aérienne, les biens culturels et autres domaines ayant rapport avec le droit international humain.

L'un des premiers traités internationaux signé et ratifié par la Turquie a été la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) adoptés

---

<sup>67</sup> « [Qu'est-ce que l'OTAN](#) », OTAN.

---

le 10 décembre 1984 et entrée en vigueur le 26 juin 1987. La Turquie a signé cette convention le 25 janvier 1988 et l'a ratifié le 2 août 1988.

Quelques années plus tard, la Turquie a signé puis ratifié le 4 avril 1995 la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC).

La Turquie a adhéré assez tardivement aux pactes de 1966<sup>68</sup>, en 2000. Pour comparaison, la France a ratifié ces deux pactes 20 ans plus tôt, en 1980<sup>69</sup>. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (CCPR) de 1966 et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) de 1966, ont tous deux été signés le 15 août 2000 et ratifiés le 23 septembre 2003 par la Turquie.

Néanmoins, la Turquie n'a pas adhéré à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (dite aussi Convention de Montego Bay) de 1973 régissant le droit maritime international.

Le président de la Turquie, Erdogan, a récemment fait le choix, le 20 mars 2021, de retirer le pays de la Convention d'Istanbul signée en 2011 et permettant de lutter contre les violences faites aux femmes (violences domestiques, viol conjugal et mutilations génitales). Suite à ce retrait, une vague de manifestations a eu lieu en Turquie.

Dans le domaine du droit international humanitaire, le pays a ratifié la Convention de Genève de 1951 relatives au statut des réfugiés. La Turquie a également ratifié beaucoup d'autres conventions, toutes majoritairement dans le domaine des méthodes et des moyens de combat ainsi que de la guerre maritime et aérienne.

## 2) Des implications politiques au sein de conflits en contradiction avec les engagements internationaux

La Turquie a fait des choix politiques d'implications au sein de conflits dans des pays hors de l'Union européenne. Ces différentes implications au sein de conflits sont à l'origine de désaccords politiques entre l'Union européenne et la Turquie. Ces désaccords portent sur de multiples sujets tels que :

- La question chypriote : la communauté internationale (et donc l'Union européenne) ne reconnaît pas la partie Nord de la Chypre, la République turque de Chypre du Nord (RTCN). Cependant, la Turquie reconnaît et soutient la RTCN. Elle lui apporte même des moyens militaires<sup>70</sup>.

---

<sup>68</sup> « [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#) », Nations Unies.

<sup>69</sup> « [Statut de ratification pour Turquie](#) », Nations Unies.

<sup>70</sup> « [Turquie-Chypre, tensions en méditerranée orientale](#) », RISK&CO.

- 
- La question syrienne : la Turquie intervient militairement dans le nord de la Syrie (territoire majoritairement occupé par les kurdes) où est présent l'État islamique depuis 2013. Cependant, bien que l'objectif officiel de la Turquie soit de lutter contre la présente terroriste dans le nord de la Syrie, il s'avérerait que le pays concentre de manière intensive ses moyens contre les rebelles kurdes. Le pays réclame le soutien militaire de l'Union européenne à cette intervention armée en Syrie, mais l'Union européenne n'y a pas répondu de manière favorable.
  - La question migratoire : il y a une instrumentalisation politique de la question migratoire par la Turquie. Initialement, la Turquie a passé un accord avec l'Allemagne le 18 mars 2016 permettant de renvoyer en Turquie l'ensemble des migrants ayant traversé les îles grecques. Grâce à cet accord, le nombre de migrants arrivant sur les îles grecques avait baissé de 98%<sup>71</sup>. Depuis cet accord, la Turquie exerce une pression constante sur l'Union européenne à travers les migrants. Le pays menace même de les « lâcher sur l'Europe »<sup>72</sup> par le non-respect de l'accord du 18 mars 2016.
  - La question du Haut-Karabakh : Erdogan a soutenu militairement la reconquête du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan face à l'Arménie.
  - La question libyenne : la Turquie a été accusée de fournir des armes à la Libye.

---

<sup>71</sup> Valentin.L, « [Adhésion de la Turquie à l'Union européenne : où en est-on ?](#) », Toute l'Europe

<sup>72</sup> Valentin.L, « [A Ankara, Union européenne et Turquie tentent de renouer le dialogue](#) », Toute l'Europe.

---

## **PARTIE 3 : LA MENACE TURQUE A TRAVERS LE PRISME DIPLOMATIQUE**

### **I) Renouveau et pluridimensionnalité de la diplomatie turque**

Dans le prolongement de sa politique extérieure, la Turquie adopte une attitude pro-active dans la conduite de ses affaires diplomatiques. La diplomatie peut se définir comme la pratique des relations internationales. Ces échanges de nature politique entre les États et gouvernements ont pour objectif d'assurer une coopération pacifique entre les puissances. De la même manière, la diplomatie s'apparente à un outil de pouvoir utilisé dans le but d'assurer son rayonnement sur la scène internationale. Depuis l'ère de la mondialisation et en particulier l'effondrement du bloc de l'Est pour la Turquie, la diplomatie se caractérise par une dimension économique visant à développer des partenariats stratégiques<sup>73</sup>.

Ainsi, la Turquie utilise plusieurs outils diplomatiques qu'ils soient politiques, humanitaires, culturels ou encore économiques dont elle use de manière globale, mais aussi plus ciblée, à l'échelle locale notamment dans son voisinage. Aujourd'hui dotée de quelque 252 missions diplomatiques et consulaires, la Turquie est à la tête du cinquième plus grand réseau diplomatique au monde.

D'un point de vue juridique et organisationnel, deux éléments apparaissent pertinents car attestant du renouveau et de la modernité de l'approche diplomatique turque. D'un côté, l'initiative de diplomatie numérique adoptée en 2019 vise à tirer parti de la transformation digitale appliquée à tous les domaines de la politique étrangère turque pour accroître l'efficacité des services consulaires, de la représentation diplomatique et également constituée des bases de données utiles pour la prospective et l'analyse stratégiques menées en interne. De l'autre, le Forum de la diplomatie d'Antalya est une plateforme permettant à toutes les parties prenantes nationales d'échanger sur des questions tant mondiales que régionales et ainsi participer à l'élaboration collégiale de solutions aux principaux problèmes de politique étrangère turque.

---

<sup>73</sup> « [Portail-ie.for Diplomatie](#) ».

---

## A) Caractérisation de la diplomatie turque

### 1) La diplomatie politique

La diplomatie politique est le type de diplomatie considéré comme le plus traditionnel. Elle correspond aux actions menées dans le cadre de la représentation d'un État à l'étranger et en accord avec les stratégies de politique extérieure. Elle est incarnée par ses hauts fonctionnaires, les diplomates.

Il convient ici de s'attarder sur un certain nombre de diplomates turques, emblématiques par leur parcours, mais aussi par le calendrier de leur nomination. En effet, en décembre 2020, à l'heure où les tensions entre la Turquie et l'Union Européenne sont à leur paroxysme et la menace de sanctions internationales pèsent sur Ankara, le président Erdogan décide de nommer 54 ambassadeurs clés<sup>74</sup>. Ce qui est considéré par certains comme une "mini-révolution" permet avant tout à la Turquie de donner le ton aux pays d'accueil de ses hauts fonctionnaires en envoyant un message fort.

- Murat Mercan qui était l'ambassadeur turc au Japon a été envoyé à Washington : cette nomination a été perçue par la presse américaine comme une invitation à apaiser les tensions entre les deux pays.
- Ali Onaner quant à lui est passé de Tunis à Paris. Celui-ci faisant partie de la même promotion à l'École nationale d'administration qu'Emmanuel Macron, les deux hommes sont connus pour être relativement proches. Malgré tout, le 9 septembre 2020, à la suite des tensions récentes entre les deux Etats, Ali Onaner twittait : "J'ai un conseil d'ami à donner à mon camarade de classe Macron : vas-y, n'attends pas, vas-y"<sup>75</sup>.
- Kenan Yilmaz, acteur clé de l'appareil étatique qui s'était particulièrement illustré lors des négociations à l'occasion du conflit en Libye, a été nommé à la tête de l'ambassade de Tripoli.
- Ufuk Ulutas, pro-Erdogan assumé, a été nommé ambassadeur d'Israël. Il est important de préciser qu'il n'y avait plus d'ambassadeur entre les deux pays depuis mai 2018, date qui signe l'apogée de la détérioration des relations turco-israéliennes entamée à l'arrivée d'Erdogan au pouvoir en 2002. Cette nomination s'inscrit dans la continuité de la défense des droits palestiniens dans le monde musulman organisée par Ankara.

---

<sup>74</sup> Meryem Hafidi, « [La Turquie nomme de nouveaux ambassadeurs](#) ». . Atalayar.

<sup>75</sup> Ali Onaner, [@AliOnaner](#). (2021) Twitter.

---

## 2) La diplomatie humanitaire

La diplomatie humanitaire est un terme employé par l'AKP pour décrire la mise en œuvre de sa politique étrangère façonnée et motivée par sa politique interne, ses ambitions mondiales et son identité religieuse. Ainsi, l'AKP soutient qu'en raison de son "passé profondément enraciné", la Turquie a une responsabilité envers les personnes qui vivent dans des zones autrefois contrôlées par l'Empire ottoman. La diplomatie humanitaire turque illustre la volonté de reconstruire une identité mondiale forte, à la fois en qualité de leader non occidental émergent et leader du monde musulman.

Rappelons ici que la Turquie a lancé des opérations humanitaires significatives en Somalie, en Syrie, au Pakistan et au Myanmar. De la même manière, le pays accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde avec plus de 3,6 millions de Syriens vivant dans des camps et dans des villes en Turquie. Enfin, la Turquie est le quatrième plus grand donateur humanitaire au monde (parmi les pays de l'OCDE/CAD) en termes de fourniture d'aide au développement par rapport au revenu national<sup>76</sup>.

- La diplomatie humanitaire est érigée comme un attribut de la puissance émergente turque. Autrefois réservée aux États-Unis et aux pays occidentaux, l'action humanitaire est devenue un outil politique important qui assoit la légitimité des États sur la scène internationale.
- Elle permet également de faire la promotion des intérêts politiques et économiques turcs. En effet, cette forme de diplomatie permet d'améliorer, consolider des relations existantes, et créer de nouveaux liens politiques avec des pays cibles. Ainsi la Turquie est l'un des acteurs les plus importants en Somalie depuis 2011 avec laquelle elle a signé un accord de partenariat économique en 2018. Par ailleurs, des entreprises turques proches du gouvernement d'Erdogan, comme le groupe Albayrak<sup>77</sup>, ont été impliquées dans la construction d'infrastructures stratégiques de grandes ampleurs telles que l'aéroport international et le port de Mogadiscio.

## 3) La diplomatie culturelle

La diplomatie culturelle a pour objectif d'accroître l'influence d'un pays sur d'autres États et leurs populations. Hans Morgenthau la considère d'ailleurs comme la plus subtile et la plus puissante des politiques impérialistes puisqu'elle « ne vise plus la conquête de

---

<sup>76</sup> Altunisik, M.B, [Turkey's Humanitarian Diplomacy: The AKP Model](#). CMI Brief.

<sup>77</sup> Albayrak Group, [From 1952 to Present](#).

---

territoires ou le contrôle de la vie économique, mais la conquête et le contrôle de l'esprit des hommes comme un instrument pour modifier la relation de pouvoir entre les nations »<sup>78</sup>.

Ankara dirige sa diplomatie culturelle en particulier vers ses pays voisins dans le but de tirer profit des liens ethniques et linguistiques renforcés au fil des années. La Turquie souhaite apparaître comme un modèle de référence qui a réussi avec succès le passage d'une économie centralisée à une économie de marché tournée vers les États occidentaux.

- La langue turque est un instrument de rayonnement central dans la diplomatie culturelle orchestrée par Ankara. Depuis 1991, le pays s'attèle à l'élaboration d'une langue turque simplifiée pour faciliter son déploiement, sa pratique et ainsi fédérer les peuples dits turciques. L'objectif est notamment de réparer des liens historiques altérés par la politique de déstructuration culturelle soviétique.
- La promotion d'une mémoire commune aux pays turciques fait également partie de la stratégie d'Ankara. Elle se concentre sur l'histoire avec par exemple la promotion de la figure emblématique de Kémal Atatürk, « le père des Turcs », mais aussi l'archéologie.
- L'éducation à travers la construction d'écoles, l'envoi de professeurs et la distribution de bourses étudiantes sont autant d'actions stratégiques menées dans le but de renforcer le sentiment pro turc des jeunes générations et des futures élites. Il est intéressant de remarquer que le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan sont les pays accueillant le plus d'établissements scolaires financés par la Turquie.

La Turquie peut se targuer d'une tradition diplomatique de plusieurs siècles. Ainsi, les relations diplomatiques turques se caractérisent par leur agilité et leur efficacité. Mise au service d'un dessein politique ambitieux incarné aujourd'hui par le président Erdogan, la diplomatie turque s'appuie plus que jamais sur des ressources humaines importantes et une économie dynamique.

## B) Objectifs de la diplomatie turque

Depuis le début du XXIème siècle et l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la diplomatie turque a fait l'objet d'un revirement tactique et se base plus que jamais sur la complémentarité d'actions menées par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementales. Cette transformation a été soutenue par une vision stratégique impulsée par les ministres des affaires étrangères successifs. Ahmet Davutoglu, en poste entre 2014 et 2016, s'est d'ailleurs

---

<sup>78</sup> "[Hans Morgenthau German-American political scientist](#)". Encyclopedia Britannica.



---

engagé publiquement à faire de la Turquie un acteur de premier plan dans le domaine de la diplomatie internationale.

La Turquie use de tous les leviers diplomatiques disponibles pour :

- Réaffirmer l'identité et le rôle international de la Turquie ;
- Définir le nouveau périmètre de ses relations étrangères privilégiées ;
- Renforcer sa puissance en tant qu'État commerçant.

Ainsi, Ankara a su convaincre les leaders turcs d'adopter le modèle de développement turc qui est présenté comme le plus adapté à leur profil socioculturel et leurs besoins économiques.

La diplomatie turque tend également à s'imposer comme médiatrice dans un certain nombre de conflits régionaux. En s'imposant comme intermédiaire dans les négociations entre Israël et la Syrie relative au plateau du Golan, la Turquie s'impose comme acteur stratégique de premier plan au Moyen-Orient.

De la même manière, Ankara n'hésite pas à coopérer avec des pays pointés par l'Union Européenne tels que l'Iran, le Soudan ou le Hamas. L'objectif est clairement de faire cavalier seul et de s'émanciper du cadre diplomatique élaboré depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par les puissances occidentales.

Le concept de « Grande Asie centrale » à laquelle aspire et œuvre le gouvernement d'Erdogan semble aujourd'hui s'imposer comme un espace qui se caractérise par des liens culturellement forts et animés depuis quelques années par une dynamique propre et dictée par Ankara.

Des questions peuvent néanmoins se poser quant à la stabilité politique et institutionnelle du régime turc qui est absolument nécessaire pour réaliser ses objectifs<sup>79</sup>. Par ailleurs, les véritables motivations derrière la diplomatie turque font débat : quelle est la part de tropisme islamiste ?

## II) Les crises diplomatiques entre la Turquie et le reste du monde

Depuis quelques années, et surtout ces derniers mois, les relations diplomatiques entre l'Union européenne et la Turquie sont particulièrement difficiles et constituent l'une des questions les plus discutées par la communauté de pays de l'UE.

---

<sup>79</sup> Kazancigil, A, « [La diplomatie tous azimuts de la Turquie](#) : émergence d'une puissance moyenne en Méditerranée ». Confluences Mediterranee N° 74, 109–118.

---

Le récent incident diplomatique lors de la visite des dirigeants de l'UE à Ankara, rebaptisé « *Sofagate* », n'est que le dernier épisode d'une longue série de confrontations<sup>80</sup> avec le régime d'Erdogan: fortes tensions avec la Grèce en Méditerranée orientale l'été dernier, relation conflictuelle permanente avec Chypre, interventions militaires en Syrie et en Libye, le retrait de la Convention d'Istanbul et la menace actuelle de fermeture du parti pro-kurde HDP<sup>81</sup>.

Ankara s'impose de manière claire dans diverses crises et sa politique étrangère, caractérisée par son autonomie et son isolation, a ravivé des discussions déjà animées à la fois sur la direction que prend la Turquie, mais également sur l'approche que l'UE doit adopter à son égard.

A) « Sofagate » : comment une affaire de chaise manquante a créé une crise diplomatique entre l'UE et la Turquie

Ursula Von der Leyen s'est retrouvée sans chaise lors d'une réunion avec le président Recep Tayyip Erdogan à Ankara le 6 avril 2021. Cette rencontre a été organisée dans le but d'apaiser les tensions entre l'UE et la Turquie.

Ainsi, Mme Von der Leyen et M. Michel se sont rendus au palais présidentiel turc. Lorsque les trois dirigeants ont voulu s'asseoir, il n'y avait que deux chaises. M. Michel et M. Erdogan ont pris place dans deux chaises dorées de style ottoman, laissant la présidente de la Commission debout. Sur les images de la réunion, Mme Von der Leyen est apparue visiblement décontenancée, exprimant son mécontentement par un "Ahem" audible.

Mme Von der Leyen a fini par s'asseoir sur un canapé, bien loin du dirigeant turc et en face du ministre turc des affaires étrangères. Dans son discours du lundi suivant, Mme Von der Leyen n'a pas publiquement accusé M. Erdogan ou M. Michel de l'incident. Mais elle a reconnu s'être sentie « blessée et laissée seule », en tant que « femme et en tant qu'Européenne ».

« Parce que ce n'est pas une question de disposition des sièges ou de protocole. Il s'agit de l'essence même de ce que nous sommes. Il s'agit des valeurs que défend notre Union. Et cela

---

<sup>80</sup> Giuliano P, "[Sulle relazioni Unione Europea e Turchia](#)".

<sup>81</sup> Simon T, "[Erdogan is both a bully and a menace. Europe ignores him at its peril](#)".

---

montre le chemin qu'il nous reste à parcourir pour que les femmes soient traitées comme des égales», a déclaré Mme Von der Leyen<sup>82</sup>.

Cet épisode renommé « *Sofagate* » illustre parfaitement les choix discutables de politique étrangère adoptés par l'Union européenne à l'égard de la Turquie. Personne n'a été choqué par le comportement d'Erdogan (connu depuis longtemps comme un politicien misogyne), au contraire beaucoup ont été surpris par l'inaction de Charles Michel, qui était parfaitement prévisible et conforme au silence que l'UE adopte à l'égard des actions insoutenables d'Erdogan en Turquie.

Le choix d'Erdogan de ne pas réserver une chaise à Ursula von der Leyen n'était pas accidentel, mais bel et bien prémédité dans le but de mettre en évidence la fragilité de l'Europe face à son pouvoir actuel ; avec un simple geste comme celui-ci, il a réussi à discréditer l'importante réalisation que constitue le fait d'avoir pour la première fois une femme à la tête de l'une des plus importantes institutions européennes.

D'autre part, que peut-on attendre d'un « dictateur » (comme l'a défini le premier ministre italien Draghi) qui fait chaque jour un pas en arrière dans la protection de ses citoyens et qui, par un décret présidentiel, a permis à la Turquie de quitter la Convention d'Istanbul ?

À l'heure où la violence domestique a atteint des niveaux extrêmement élevés, notamment en raison de la pandémie, la décision d'abandonner une Convention qui oblige les pays signataires à adopter une législation réprimant la violence de genre est un véritable camouflet pour les droits des femmes. Ce choix est justifié par le gouvernement turc par des arguments superficiels : selon eux, il n'est pas nécessaire de conclure des traités spécifiques là où les femmes sont déjà protégées par la Constitution turque<sup>83</sup>. Les données, cependant, sont alarmantes : selon les chiffres publiés par l'OMS en 2021, une femme par jour a été tuée<sup>84</sup>.

## B) Italie-Turquie : une crise diplomatique « à cause d'une chaise »

Suite au « *Sofagate* » le Premier ministre italien, Mario Draghi, a qualifié le chef d'État turc, Recep Tayyip Erdogan, de « dictateur ». La Turquie a donc convoqué l'ambassadeur italien Massimo Gaiani à Ankara. En rapportant la nouvelle, al-Jazeera a parlé d'une « crise diplomatique provoquée par une chaise ».

L'affaire qui a eu lieu le 6 avril 2021, a été commentée le 8 avril par le Premier ministre italien Mario Draghi, qui déclarait ne pas approuver un comportement « inapproprié » : « J'ai été très peiné de l'humiliation que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen,

---

<sup>82</sup> [“Sofagate: EU chief Ursula von der Leyen blames sexism for Turkey chair snub”](#), BBC.

<sup>83</sup> Eugenia A, [“Quando l'Europe siede in silenzio”](#).

<sup>84</sup> Cayli M, [“The long struggle of Turkish women to survive”](#).

---

a dû subir », ajoutant « avec ces dictateurs, appelons-les comme ils sont, il faut être franc en exprimant sa propre diversité d'opinions et de visions de la société ; et il faut aussi être prêt à coopérer pour assurer les intérêts de son propre pays. Il faut trouver le bon équilibre ».

À la suite des propos de M. Draghi, le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur italien à Ankara pour faire part de sa déception. En particulier, le ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a fermement condamné les déclarations du Premier ministre italien et la « rhétorique populiste inacceptable »: « nous rejetons ces déclarations laides et incontrôlées à l'envoyeur », a ensuite déclaré le chef de la diplomatie d'Ankara sur Twitter<sup>85</sup>.

Draghi a très certainement voulu exprimer de manière ostensible sa solidarité avec Ursula Von der Leyen. Mais l'Union européenne a vraisemblablement manqué de réactivité quant à la manifestation de son soutien pour l'Italie dans cette situation de crise diplomatique évidente. Cette frilosité s'explique notamment par l'importance de la diaspora turque disséminée en Europe et son rôle dans la gestion de la crise migratoire.

### C) L'accord sur les migrants entre l'Europe et la Turquie. Pourquoi Erdogan a-t-il changé de stratégie vis-à-vis de l'UE ?

Début 2021, les pays de l'Union européenne étaient prêts à imposer des sanctions à la Turquie en raison de l'agression perpétrée en mer Égée ainsi que tout un tas d'autres activités contestables. En avril 2021, Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Charles Michel, président du Conseil européen, étaient à Ankara pour tenter de trouver un moyen d'améliorer les relations diplomatiques avec la Turquie.

Ce changement de stratégie est lié au fait que le président turc Recep Tayyip Erdogan se montre plus conciliant avec l'Europe. Erdogan a en effet retiré ses navires d'exploration pétrolière des eaux contestées, relancé le dialogue avec la Grèce et publié une série de déclarations visant à apaiser les relations avec les pays européens.

Néanmoins, tout au long de l'année 2020, la Turquie avait multiplié les provocations dirigées vers les pays de l'UE, en envoyant délibérément des milliers de réfugiés à la frontière grecque, en poursuivant une stratégie de tension en Méditerranée et dans le Caucase et en attaquant verbalement le président français Emmanuel Macron et les Européens en général.

Comment se fait-il qu'Erdogan ait changé de stratégie ? Tout d'abord, à cause de l'élection de Joe Biden aux États-Unis. Erdogan a su négocier avec Donald Trump à son avantage, tandis qu'avec Biden les relations sont clairement plus tendues. Le nouveau président n'apprécie ni les relations ambiguës entre Ankara et la Russie, ni la situation des droits de l'homme en

---

<sup>85</sup> Giulio V, "Draghi provoca una crisi inaspettata tra Italia e Turchia.

---

Turquie. Le dirigeant turc doit stratégiquement baisser le ton avec l'Europe, compte tenu du risque de développer une relation conflictuelle avec les États-Unis<sup>86</sup>.

Mais il y a aussi des signaux envoyés par les Européens, qui sont divisés sur la façon de traiter le président turc. La France pousse depuis des mois à adopter une position plus affirmée, tandis que l'Allemagne, toujours prudente en raison de l'importante communauté turque présente sur son territoire, préfère faire profil bas.

Les Européens, d'ailleurs, ont donné leur feu vert pour renouveler l'accord de 2016 sur l'immigration, un accord controversé dans lequel la communauté des 26 a accepté de dépenser 6 milliards d'euros pour les réfugiés syriens en Turquie, en échange de plus grands efforts de la part des autorités turques pour endiguer le flux de migrants vers l'Europe. Ils ajoutent à cela un engagement pour « moderniser » l'union douanière avec la Turquie, un signe positif à un moment où l'économie turque est en grande difficulté<sup>87</sup>.

« *L'Europe a donc sorti le chéquier au lieu des sanctions* »<sup>88</sup>. C'est le grand paradoxe de toute cette affaire. Bien sûr, personne ne souhaite un affrontement avec la Turquie, mais en choisissant à chaque fois la détente, l'Europe ne sera jamais prise au sérieux par les puissances agressives qui se trouvent à ses portes.

#### D) Les provocations d'Erdogan en vers la France : un projet politique

Le président turc a rapidement utilisé à son avantage politique la tempête déclenchée par le meurtre de Samuel Paty. La décapitation du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty à la sortie de l'école d'une ville de la région parisienne, Conflans Saint-Honorine, représente un tournant dans la longue liste des attaques djihadistes perpétrées en France au cours de la dernière décennie.

Erdogan a réagi à sa manière, et il ne renonce jamais aux excès linguistiques pour satisfaire son public et s'assurer une résonance maximale. En l'espèce, il l'a fait en avançant des doutes sur la santé mentale d'Emmanuel Macron, une attaque surprenante si l'on considère que la France est théoriquement un allié de la Turquie<sup>89</sup>.

Il y a deux façons d'analyser la dernière provocation d'Erdogan : la première est de la considérer comme une nouvelle occasion de friction entre les deux pays (en conflit en Méditerranée orientale, en Syrie, au Liban et au Haut-Karabakh). Paris et Ankara sont régulièrement opposés, et par le passé, Erdogan avait déjà prononcé des mots inamicaux à

---

<sup>86</sup> Pierre H, « [All'Unione Europea serve una democrazia più autorevole](#) ».

<sup>87</sup> Jennifer R, « [EU plan to fund Turkey border control 'risks refugees' forced return](#) ».

<sup>88</sup> Pierre H, « [Les dirigeants de l'UE en Turquie : la désescalade à quel prix ?](#) ».

<sup>89</sup> Pierre H, « [Derrière les outrances d'Erdogan, un projet politique global](#) ».

---

l'égard de son collègue français. La deuxième lecture est liée à la bataille pour le contrôle de l'Islam. Le président turc se présente comme un "sultan" protecteur des musulmans, comme à l'époque de l'Empire ottoman dont son projet politique est imprégné<sup>90</sup>.

Erdogan s'attaque également à la France parce qu'il est convaincu que l'Europe est en état de décomposition et ne mérite aucun respect. C'est une question de relations de pouvoir. La France n'a aucun intérêt à se mettre au même niveau qu'Erdogan et à entrer dans une guerre des mots. Mais en même temps, elle ne peut laisser au président turc, allié des Frères musulmans, le monopole des mots envers les masses musulmanes.

---

<sup>90</sup> Jana J, "[France vs. Turkey in the EastMed](#)".

---

## Conclus

La Turquie d'Erdogan cherche à retrouver sa puissance. Cette ambition est actée par le président Erdogan. Acteur principal de la politique interne et extérieure de la Turquie. Le pays s'appuie sur ses points forts afin de faire pression sur les autres pays. En effet, l'une des crises les plus marquantes de ses relations extérieures est la crise migratoire. Erdogan arrive à faire pression sur l'UE. Par conséquent, les membres de l'UE ont tendance à fermer les yeux et à ne pas intervenir de peur que Erdogan laisse entrer les migrants en Europe.

La Turquie est également avantagée par sa position géographique. Erdogan exerce une stratégie de puissance afin d'intervenir dans certaines zones pour affirmer sa souveraineté et étendre son territoire afin de créer un nouvel Empire ottoman. La Turquie dispose aussi d'une diaspora très présente en Europe. Elle peut être considérée comme une menace pour l'Europe car elle est fidèle au président turc.

Concernant la politique, le président turc profite de ses électeurs fidèles afin d'exercer son pouvoir de plus en plus offensif. Ils permettent d'avoir une crédibilité au niveau national. Pour exemple, quand il appelle ses soutiens à descendre dans la rue afin de contrer le coup d'État de 2016. Cependant cette fidélité reste fragile en interne. Les nombreuses arrestations, la liberté de la presse inexistante et la centralisation du pouvoir sont les raisons pour lesquelles la Turquie reste divisée. C'est pourquoi, une partie de la population cherche à mettre fin à l'autocratie d'Erdogan. Il est vrai que le revers des élections municipales de 2019 a mis à mal le parti de l'AKP. Les urnes sont un moyen de pression qu'à la population envers son président. Il est important de préciser que la population kurde et les fidèles de Fetullah Gülen souhaitent également le départ du président. Les élections de 2023 seront importantes.

Au niveau international, la diplomatie turque s'appuie sur un certain nombre de diplomates emblématiques par leur parcours. La Turquie a des moyens stratégiques de pression, tels que l'humanitaire avec la volonté de reconstruire une identité mondiale forte, à la fois en qualité de leader non occidental émergent et leader du monde musulman.

La politique, géopolitique et diplomatie turque doivent être considérées comme une menace pour le monde occidental. Erdogan cherche à avoir le pouvoir absolu afin de recréer le puissant Empire ottoman. L'augmentation de la puissance turque est de plus en plus visible et nul ne s'y oppose. Cependant, la Turquie souffre de division politique interne. L'élection présidentielle de 2023 sera un facteur déterminant de l'avenir de la Turquie. La population va-t-elle continuer à soutenir son président actuel ou bien va-t-elle s'opposer à lui ?

---

# Sources

## Ouvrages

Ahmet.I (2017), «*La nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*», La Découverte. Disponible sur : <https://www.cairn.info/la-nouvelle-turquie-d-erdogan--9782707194275-page-187.htm>

Alex Mustapha. P (2011), «*Le développement de l'islam politique en Turquie, Les raisons économiques, politiques et sociales*», Editions l'Harmattan.

## Sites Internet

(2014) Analyse de la Presse, Courrier du Bosphore. Disponible sur <http://www.institut-bosphore.org/wp-content/uploads/2019/04/Erdoğan-élu-président-de-la-république-turque.pdf>

(2015) Rapport : de profondes divisions en Turquie à l'approche des élections. Pew Research Center. Disponible sur <https://www.pewresearch.org/global/2015/10/15/deep-divisions-in-turkey-as-election-nears/>

(2016) ce que l'on sait de la tentative de coup d'Etat en Turquie. Le Monde. Disponible sur [https://www.lemonde.fr/international/article/2016/07/15/turquie-le-premier-ministre-denonce-un-coup-d-etat\\_4970404\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2016/07/15/turquie-le-premier-ministre-denonce-un-coup-d-etat_4970404_3210.html)

(2017), « *Comment la diaspora turque en Europe a-t-elle voté au référendum ?* », Ouest France. Disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/monde/turquie/comment-la-diaspora-turque-en-europe-t-elle-vote-au-referendum-4938460>

(2019), « *La Turquie doit mettre fin à l'arbitraire dans le système judiciaire et protéger les défenseurs des droits de l'homme* », Conseil de l'Europe. Disponible sur : <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/turkey-needs-to-put-an-end-to-arbitrariness-in-the-judiciary-and-to-protect-human-rights-defenders>

(2020), « *Combien de turcs habitent en France en 2021 ? (Chiffres sur la diaspora turque en Europe et dans le monde)* », le blog d'Istanbul. Disponible sur : <https://www.leblogdistanbul.com/2020/02/turcs-en-france-europe-diaspora/>

(2020), « *La Turquie dénonce les sanctions de l'UE contre une entreprise turque dans le dossier libyen* », Ouest France. Disponible sur : <https://www.ouest-france.fr/monde/turquie/la-turquie-denonce-les-sanctions-de-l-ue-contre-une-entreprise-turque-dans-le-dossier-libyen-6983162>



---

(2021) Albayrak Group – From 1952 to Present. Disponible sur <https://www.albayrak.com.tr/en/homepage/>

(2021) BBC Sofagate: EU chief Ursula von der Leyen blames sexism for Turkey chair snub. Disponible sur <https://www.bbc.com/news/world-europe-56896734>

(2021) portail-ie.for Diplomatie. Disponible sur <http://portail-ie.fr/resource/glossary/64/diplomatie>

(2021), « Convention d’Istanbul : la Turquie abandonne la lutte contre les violences faites aux femmes », Amnesty international. Disponible sur : <https://www.amnesty.fr/discriminations/actualites/convention-distambul-la-turquie-abandonne-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes>

(2021), « Les dirigeants de l’Union européenne en Turquie pour apaiser les tensions », France 24. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/europe/20210406-les-dirigeants-de-l-union-europ%C3%A9enne-en-turquie-pour-apaier-les-tensions>

(2021), « Turquie : avec le nouveau plan d’action, les autorités manquent une occasion d’endiguer la forte érosion des droits humains, Amnesty international (Disponible sur : <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR4438832021FRENCH.pdf>

« Turquie 2020, Amnesty international. Disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/turkey/report-turkey/>

2021, « Les Turcs en France : un « isolat » séparatiste ? », *l’Observatoire de l’immigration et de la démographie*, Disponible sur : <https://observatoire-immigration.fr/les-turcs-en-france-un-isolat-separatiste/>

AFP (2016), La purge se poursuit au sein de la fonction publique, Tribune de Genève. Disponible sur : <https://www.tdg.ch/monde/purge-poursuit-fonction-publique/story/17252541>

AFP (2018), Turquie : Erdogan remporte l’élection présidentielle, Le Point. Disponible sur : [https://www.lepoint.fr/monde/turquie-elections-a-risques-pour-erdogan-24-06-2018-2229967\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/turquie-elections-a-risques-pour-erdogan-24-06-2018-2229967_24.php)

AFP, (2020), “ Turquie : chantage d’Erdogan sur les migrants avec l’Union européenne”, Capital. Disponible sur : <https://www.capital.fr/economie-politique/turquie-chantage-derdogan-sur-les-migrants-avec-lunion-europeenne-1364444>

Alain D, (2019), “24 juillet 1923 *Le traité de Lausanne fonde la Turquie*”, Hérodote. Disponible sur [https://www.herodote.net/24\\_juillet\\_1923-evenement-19230724.php](https://www.herodote.net/24_juillet_1923-evenement-19230724.php)

Ali Onaner (@AliOnaner). Twitter. Disponible sur <https://twitter.com/AliOnaner>

---

Anne. B (2020), « La France blâme le comportement inamical de la Turquie à l'Otan », *Les Echos*. Disponible sur <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-france-blame-le-comportement-inamical-de-la-turquie-a-lotan-1215910>

Ariane, B, (2019), « *Erdogan confirme sa dérive autoritaire* », *Slates*. Disponible sur <http://www.slate.fr/story/176793/turquie-elections-municipales-defaite-erdogan-vote>

Ariane. B (2021), « Droits humains : le marché de dupes qu'Erdogan veut conclure avec l'Europe ». Disponible sur <http://www.slate.fr/story/205712/droits-humains-Erdogan-turquie-europe-plan-action-manipulation>

Arte, (2019), “Turquie, nation impossible”, Chaîne Youtube Arte. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=zlAndqq6lvI>

Aurélien. D (2018), « *La démocratie d’Erdogan, menace hybride sous-estimée pour l’Europe* » Disponible sur <https://aurelien-duchene.fr/la-democrature-derdogan-menace-hybride-sous-estimee-pour-leurope/>

Aurore R, (2005), “La Turquie”, *Thucydide*. Disponible sur <http://www.thucydide.com/realisations/comprendre/laicite/turquie.htm>

Barthélémy. G (2021), « Crise migratoire : qu'est devenu l'accord entre l'Union européenne et la Turquie ? », *Toute l'Europe*. Disponible sur <https://www.touteleurope.eu/societe/crise-migratoire-qu-est-devenu-l-accord-entre-l-union-europeenne-et-la-turquie/>

Brice L.B et Youness. R (2016) « La Turquie détient le record de violations des droits de l'homme (CEDH) », *Le Parisien*. Disponible sur <https://www.leparisien.fr/international/interactif-la-turquie-detient-le-record-de-violations-des-droits-de-l-homme-cedh-25-07-2016-5993933.php>

Brice.C (2017), qu'est-ce que l'AKP ? Le retour, en Turquie, du refoulé islamique. *France Culture*. Disponible sur : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/quest-ce-que-lakp-le-retour-en-turquie-du-refoule-islamique>

Cayli.M (2021), The long struggle of Turkish women to survive. Disponible sur <https://www.openglobalrights.org/the-long-struggle-of-turkish-women-to-survive/>

Cholé.R (2021), Turquie : La dérive autoritariste de l’AKP, *Politis*. Disponible sur <https://www.politis.fr/articles/2021/04/turquie-la-derive-autoritariste-de-lakp-43086/>

Christian. M (2021), « L'Union européenne doit adopter une stratégie géopolitique globale vis-à-vis de la Turquie », *le Figaro*. Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/l-union-europeenne-doit-adopter-une-strategie-geopolitique-globale-vis-a-vis-de-la-turquie-20210625>

---

Claude M, Claude H, et Leila A, (2016), " La Turquie : une relation complexe mais incontournable", Sénat. Disponible sur [https://www.senat.fr/rap/r15-736/r15-736\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r15-736/r15-736_mono.html)

Data Commons (2021), Turquie, Data Commons. Disponible sur [https://datacommons.org/place/country/TUR?utm\\_medium=explore&mprop=count&popt=Person&hl=fr](https://datacommons.org/place/country/TUR?utm_medium=explore&mprop=count&popt=Person&hl=fr)

David.A, (2016), Turquie ; Erdogan se dégage le chemin vers l'autocratie, L'Humanité. Disponible sur <https://www.humanite.fr/turquie-erdogan-se-degage-le-chemin-vers-lautocratie-607656>

Delphine, M,(2019) «*La démocratie Turque balayée par la dérive autoritaire d'Erdogan*», Le Figaro, Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/la-democratie-turque-balayee-par-la-derive-autoritaire-d-erdogan-20190530>

Eric. D, (2020), "Erdogan remet en question la santé mentale d'Emmanuel Macron", RTL. Disponible sur <https://www.rtl.fr/actu/international/erdogan-remet-en-question-la-sante-mentale-d-emmanuel-macron-7800910414>

Eugenia.A (2021), Quando l'Europe siede in silenzio. Disponible sur <https://piueuropa.eu/2021/04/14/sofa-gate-quando-leuropa-siede-in-silenzio/#>

EUROPE DIRECT, Les pays membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, EUROPE DIRECT. Disponible sur <https://www.strasbourg-europe.eu/les-pays-membres-de-l-union-europeenne-et-du-conseil-de-l-europe/>

Giuliano.P (2021), Sulle relazioni Unione Europea e Turchia. Disponible sur <https://giulianopisapia.eu/affari-esteri/sulle-relazioni-unione-europea-turchia/>

Giulio.V (2021), Draghi provoca una crisi inaspettata tra Italia e Turchia. Disponible sur <https://it.sputniknews.com/20210412/draghi-provoca-una-crisi-inaspettata-tra-italia-e-turchia-10402678.html>

Hans Morgenthau | German-American political scientist. Encyclopedia Britannica. Disponible sur <https://www.britannica.com/biography/Hans-Morgenthau>

Holamon (2021), Mosquée de Camlica, Disponible sur : <https://www.holamon.cat/fr/mosquee-de-camlica>

Jana.J (2021), France vs. Turkey in the EastMed. Disponible sur [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/jabbour\\_france\\_vs\\_turkey\\_eastmed\\_2021.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/jabbour_france_vs_turkey_eastmed_2021.pdf)

Jean-Yves.K (2016), La Turquie sombre dans la dictature, des officiers turcs de l'Otan demandent l'asile, L'Echo. Disponible sur <https://www.lecho.be/economie-politique/international-asie/La-Turquie-sombre-dans-la-dictature-des-officiers-turcs-de-l-Otan-demandent-l-asile/9832553>.

---

Jennifer.R (2021), EU plan to fund Turkey border control 'risks refugees' forced return. Disponible sur <https://www.theguardian.com/world/2021/jun/23/eu-proposal-to-fund-turkey-border-control-could-lead-to-syrian-refugees-forced-return>

Jérémie, B (2020) «*Censure, Turquie : Erdogan verrouille encore les réseaux sociaux*», Libération, Disponible sur [https://www.liberation.fr/planete/2020/07/29/turquie-erdogan-verrouille-encore-les-reseaux-sociaux\\_1795537/](https://www.liberation.fr/planete/2020/07/29/turquie-erdogan-verrouille-encore-les-reseaux-sociaux_1795537/)

Karim E-B (2016), Détérioration des relations entre Washington et Ankara suite au coup d'État manqué en Turquie, Middle East Eye. Disponible sur <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/deterioration-des-relations-entre-washington-et-ankara-suite-au-coup-detat-manque-en>

Kazancigil.A (2010). La diplomatie tous azimuts de la Turquie : émergence d'une puissance moyenne en Méditerranée. Confluences Mediterranee N° 74, 109–118. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2010-3-page-109.htm>

Laure.M (2010), Turquie : une réforme de la Constitution très controversée. Le Figaro. Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/2010/03/25/01003-20100325ARTFIG00483-turquie-une-reforme-de-la-constitution-tres-controversee-.php>

LE FIGARO (2017), Erdogan appelle les Turcs d'Allemagne à voter contre Merkel, LE FIGARO. Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/2017/08/20/01003-20170820ARTFIG00191-erdogan-appelle-les-turcs-d-allemande-a-voter-contre-merkel.php>

Le Monde avec AFP (2015), En Turquie, des manifestants de la place Taksim condamnés à des peines de prison, Le Monde. Disponible sur [https://www.lemonde.fr/international/article/2015/10/23/en-turquie-des-manifestants-de-la-place-taksim-condamnes-a-des-peines-de-prison\\_4795930\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2015/10/23/en-turquie-des-manifestants-de-la-place-taksim-condamnes-a-des-peines-de-prison_4795930_3210.html)

Loïc. T (2018) « *La Turquie menace la France* », *Le journal de Montréal*. Disponible sur : <https://www.journaldemontreal.com/2018/03/31/la-turquie-menace-la-france>

M.B (2021), Turkey's Humanitarian Diplomacy: The AKP Model. CMI Brief 2019:08. Disponible sur: <https://www.insightturkey.com/articles/persuading-through-culture-values-and-ideas-the-case-of-turkeys-cultural-diplomacy>

Marc, S (2017), «*Référendum en Turquie: quels sont les enjeux de la réforme constitutionnelle ?*», Le Monde. Disponible sur [https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/04/10/les-enjeux-de-la-reforme-constitutionnelle-en-turquie\\_5109073\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2017/04/10/les-enjeux-de-la-reforme-constitutionnelle-en-turquie_5109073_3214.html)

Marie, J, (2019) «*Election municipale en Turquie, Erdogan perd Istanbul coeur de son pouvoir*», Le Monde. Disponible sur [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/24/turquie-erdogan-perd-istanbul-c-ur-de-son-pouvoir\\_5480713\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/24/turquie-erdogan-perd-istanbul-c-ur-de-son-pouvoir_5480713_3210.html)

---

Meryem.H (2020). La Turquie nomme de nouveaux ambassadeurs [WWW Document], n.d. . Atalayar. Disponible sur <https://atalayar.com/fr/content/la-turquie-nomme-de-nouveaux-ambassadeurs-%C2%A0>

Nations Unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Nations Unies. Disponible sur [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=IV-4&chapter=4&clang= fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-4&chapter=4&clang= fr)

Nations Unies, Statut de ratification pour Turquie , Nations Unies. Disponible sur [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=179&Lang=FR](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=179&Lang=FR)

Olivier P, (2013), “Chronologie (1299-2013)”, Le Monde Diplomatique. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/132/PIRONET/51443>

OSCE, États participants, OSCE. Disponible sur <https://www.osce.org/fr/node/311186>  
OTAN, Qu’est ce que l’OTAN, OTAN. Disponible sur <https://www.nato.int/nato-welcome/index fr.html>

Pierre. H (2021), All’Unione Europea serve una democrazia più autorevole. Disponible sur <https://www.internazionale.it/opinione/pierre-haski/2021/04/09/turchia-von-der-leyen-diplomazia>

Pierre. J (2018), « les Turcs de France : une diaspora sous influence ? » La Croix. Disponible sur <https://www.la-croix.com/France/Immigration/Turcs-France-diaspora-influence-2018-06-22-1200949294>

Pierre.H (2021), Derrière les outrances d’Erdogan, un projet politique global. Disponible sur <https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-26-octobre-2020>

Pierre.H (2021), Les dirigeants de l’UE en Turquie : la désescalade à quel prix ? Disponible sur <https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-06-avril-2021>

Raul.R, (2020), L’opposition à Erdogan est très appréciée par les citoyens, L’Atalayar. Disponible sur <https://atalayar.com/fr/content/lopposition-%C3%A0-erdogan-est-tr%C3%A8s-appr%C3%A9ci%C3%A9e-par-les-citoyens>

RISK&CO (2019), Turquie-Chypre, tensions en méditerranée orientale, RISK&CO. Disponible sur <https://www.riskeco.com/riskwatcher/wp-content/uploads/2019/07/190730-Chypre-Turquie-situation.pdf>

Ryan.L (2015), Turkey’s divisions are so deep they threaten its future, The Guardian. Disponible sur <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/oct/18/divided-turkey-future-threatened-isis>

---

Sara.D (2018), Turquie : Erdogan, l'inéluctable dérive autocrate, l'Obs. Disponible sur <https://www.nouvelobs.com/monde/20180619.OBS8369/turquie-erdogan-l-ineluctable-derive-autocrate.html>

Simon.T (2021), Erdoğan is both a bully and a menace. Europe ignores him at its peril. Disponible sur <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/aug/16/erdogan-is-both-a-bully-and-a-menace-europe-ignores-him-at-its-peril>

Site officiel du parti AKP. Disponible sur <https://www.yargitaycb.gov.tr/icerik/1095>

Steve. T, (2020), “*Le Courbet*, navire français au large de la Libye, visé par une manœuvre turque «extrêmement agressive»”, Le Figaro. Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/le-courbet-navire-francais-au-large-de-la-libye-vise-par-une-manoeuvre-turque-extremement-agressive-20200617>

Valentin.L (2021), A Ankara, Union européenne et Turquie tentent de renouer le dialogue, Toute l'Europe. Disponible sur <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/a-ankara-union-europeenne-et-turquie-tentent-de-renouer-le-dialogue/>

Valentin.L (2021), Adhésion de la Turquie à l'Union européenne : où en est-on ?, Toute l'Europe. Disponible sur <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/adhesion-de-la-turquie-a-l-union-europeenne-ou-en-est-on/>

# Auteurs

Tifaine Mariotte

Océane Roussel

Jonathan Pereira

Flora Seube

Lucie Greco

Arsdeep Singh Mann

Valeria Santamamoto